



hebd

POUR UN AVENIR SANS NUCLÉAIRE
MANIFESTATION SAMEDI 20 JUIN, 14 H 30,
MONTPARNASSE (PARIS)

MATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°668 JEUDI 18 JUIN 1987 8,00 F

Libertaire

Inactif hier... radioactif aujourd'hui !



EDITORIAL

Décidément, le gouvernement joue avec le feu... En proposant, dans le cadre des « diverses mesures d'ordre social », le fameux « trentième irréductible » supprimé en 1982 par le ministre communiste de la Fonction publique Anicet Le Pors, la droite fait tout pour relancer la contestation sociale dans la fonction publique. En effet, l'amendement en question prévoit que, désormais, le moindre arrêt de travail (de cinq minutes ou d'une heure) sera pénalisé financièrement par la retenue d'une journée entière de salaire.

Cela a bien sûr pour but immédiat de faire cesser la grève des contrôleurs aériens, grève qui dure maintenant depuis neuf semaines. Mais aussi, à plus long terme, de réduire le droit de grève des fonctionnaires en pénalisant les salariés du service public. Ceux-ci avaient en effet depuis 1982 transformé leurs pratiques revendicatives en débrayant à des moments clés qui paralysaient l'ensemble des services. Le gouvernement entend bien en finir avec cette démarche.

Néanmoins cette offensive de la partie la plus dure du gouvernement, qui entend jouer à la fois sur l'impopularité des prétendus avantages considérables des fonctionnaires, sur la fameuse « opinion publique » et aussi sur les divisions syndicales quant à la réplique à apporter à cette nouvelle loi adoptée à la sauvette, risque bel et bien une nouvelle fois de catalyser les mécontentements des fonctionnaires.

L'expérience des conflits sociaux de cet hiver montre que des conflits à caractère corporatiste, même longs et très durs, n'aboutissent qu'à un échec lorsqu'ils ne s'étendent pas à d'autres secteurs en lutte. Les contrôleurs aériens ont beau revendiquer sur des thèmes communs à de nombreux travailleurs (comme la prise en compte des primes dans les cotisations et dans le calcul des retraites), seule l'unité d'action peut déboucher sur un mouvement revendicatif important.

Ces petites « mesures d'ordre social » sont un test. Les différentes confédérations syndicales feraient bien de faire attention à la manière dont elles y répondent. En jouant la modération vis-à-vis du gouvernement, le coup de grisou que peut provoquer une telle mesure risque bel et bien de se retourner contre elles. Lorsque le mécontentement est trop fort, l'unité des travailleurs en dehors des chapelles et en toute indépendance porte un nom : l'action directe !

communiqués éditions

• MELUN

Le Groupe Louis-Lecoq de la Fédération anarchiste invite les libertaires et sympathisants, les syndicalistes, les antinucléaires, les écologistes, les anticaristes et les humanistes de la région (ou d'ailleurs) à venir à la fête de S.E.M.A.P.H.O.R.E. (Seine-et-Marne alternative politique « HÔtrement » rassemblement écologique, association régionale investie dans le « Réseau pour un avenir sans nucléaire ») qui se déroulera le vendredi 19 juin, de 18 h à 24 h, au C.E. Snecma de Dammarie-les-Lys (parcours fléché à partir de la gare de Melun).

Seront présents à leurs stands des syndicats en lutte en Seine-et-Marne, des associations, tandis que des groupes musicaux nous feront partager leur talent. De 20 h 30 à 22 h, un débat sera animé par Frieder Wolff, député européen vert allemand (conférence de presse à 17 h). Enfin, sont prévus spectacle et jeux d'enfants. Bien sûr, on pourra manger et boire sur place. Pour tous renseignements : « Sémaphore », B.P. 64, 77190 Dammarie-les-Lys, ou librairie du Monde libertaire, groupe Louis-Lecoq, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• GRENOBLE

La liaison F.A. de Grenoble invite les gens intéressés par les idées anarchistes, et désirant construire autre chose sur ces bases, à prendre contact avec elle par l'intermédiaire des relations intérieures qui transmettront.

• PARIS

Le Groupe libertaire Louise-Michel organise sa fête annuelle le samedi 20 juin 1987, de 14 h à 19 h, place des Abesses, à Paris 18^e, avec : des jeux pour enfants et adultes ; des expositions ; des films ou des vidéos ; des stands (lycéens, consommateurs, organisations anticaristes, etc.) ; des stands librairie du Monde libertaire et Radio-Libertaire ; des chanteurs !

• PARIS

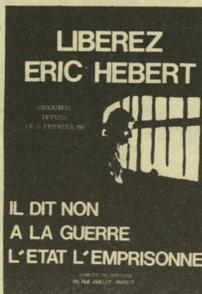
Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

• MELUN

Le premier numéro de « Vivre ! », feuille d'expression libertaire éditée par le groupe Louis-Lecoq de la Fédération anarchiste vient de paraître. On peut se le procurer en envoyant une enveloppe timbrée (2,20 F) à la librairie du Monde libertaire, Groupe Louis-Lecoq, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



• AFFICHE



L'affiche de soutien à Eric Hébert est de nouveau disponible (44 x 56). En vente : 5 francs l'unité. Pour des collages de soutien, cette affiche est gratuite.

• VOLONTÉ ANARCHISTE

« La Charte d'Amiens, d'hier à aujourd'hui » est donc le titre du numéro 32-33 de Volonté anarchiste, collection de brochures du groupe Fresnes-Antony. La Charte d'Amiens, âgée aujourd'hui de plus de quatre-vingts ans, est issue de débats houleux opposant réformistes et libertaires aux tenants du syndicat-courroie de transmission du Parti.

Ce dernier numéro de V.A. reproduit la totalité de ces débats et donne la parole à des compagnons des diverses confédérations actuelles sur l'actualité de ce texte légendaire. Si cette brochure s'est fait attendre en raison surtout de difficultés financières (réédition de l'« Histoire du Premier Mai », de Maurice Dommanget), elle est de bonne cuvée. D'ailleurs, à vous de juger...

Son prix : 35 F, numéro double, en vente à la librairie du Monde libertaire. Et pour soutenir nos éditions, abonnez-vous... 150 F (soutien : 200 F) pour huit numéros. Règlement à l'ordre de A.S.H. (C.C.P. 2160042 C, Paris), 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony.

• AUTOCOLLANT



Un autocollant de soutien à Eric Hébert vient d'être édité (12 x 6,5). Prix : 1 F l'unité au détail, 0,40 F en dessous de 300 exemplaires et 0,25 F au dessus.

• AFFICHE

Le groupe de Brest « Les Temps nouveaux » vient d'éditer une nouvelle affiche (100 x 70) sur le thème : « Seule la lutte quotidienne peut changer notre vie... Agir au lieu d'élire ». Celle-ci est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 1,20 F l'unité, au-dessus de 10 exemplaires.



• PERPIGNAN



Le groupe Puig-Antich de Perpignan vient de sortir le n°20 d'« Infos et analyses libertaires ». Il est possible de se le procurer pour 10 F au 145, rue Amelot, 75011 Paris. L'abonnement est de 35 F pour 1 an et de 60 F en soutien. Ajouter 15 F pour les frais d'envoi.

éditions

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »

« Contre vents et marées » n° 40, journal d'humeur anarchiste de Bourgoin, est paru. Disponible à la librairie du Monde libertaire (2 F) ou à l'adresse suivante : « Contrecourants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.



• MARSEILLE

Le groupe libertaire de Marseille vient d'éditer trois modèles de brochures en laiton gravé. Nous pouvons affirmer sans conteste que cette initiative est unique dans le petit monde de l'édition de badges d'inspiration anarchiste. Car ce sont plus que des badges : de véritables petits bijoux amoureux exécutés par un artisan graveur marseillais, d'après des maquettes fournies par notre groupe. Le prix de revient en est assez élevé, mais nous avons misé sur la qualité et le caractère exceptionnel d'une telle édition.

Gageons que chacun saura apprécier la noblesse du matériau, la finesse de la gravure et le choix qui est proposé (voir dessins présentés). Ces petites merveilles font 5 cm sur 2 cm. Les creux sont noircis et le tout est recouvert d'une fine couche d'émail transparent pour éviter toute oxydation.



Autant d'arguments qui sauront décider les compagnons et compagnes à commander et par là à soutenir notre groupe. Prix unitaire : 50 F (plus 5 F de frais de port). Cinq exemplaires : 250 F (plus 12,50 F de frais de port). Dix exemplaires : 500 F (exonération des frais de port). Chèques libellés comme suit : C.C.P. 602 46 Z (sans autre mention), à expédier au Groupe libertaire de Marseille, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (en vente aussi lors de nos permanences du samedi de 14 à 17 h).

sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3, Société : Paris antinucléaire, Non à Tchernobyl-sur-Seine, Communiqué — PAGE 4, Luites : « Le Matin », En Bref, Grève suspendue à l'hôpital, Communiqué, Droit de grève et fonction publique — PAGE 5, Société : Dominique Lestrat, Montargis et les eaux troubles du racisme, Un objeteur en taule ? Eric Hébert : soutien — PAGES 6 ET 7, Activités propagande : 43^e congrès de la Fédération anarchiste et motions — PAGE 8, Dans le monde : Palestiniens entre vote et révolte, Pays de Galles : deux ans après la grève, Pays de Galles : rugby et solidarité, Le pape en Pologne — PAGE 9, Informations internationales : Anarchisme en Australie — PAGE 10, Archives : A propos du mot « Race » — PAGE 11, Expressions : Programmes de Radio-Libertaire, Musique, Cinéma, Revue de presse — PAGE 12, Dans le monde : Nouvelle-Calédonie et grandes manœuvres.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
 N°..... Rue.....
 Code postal..... Ville.....
 A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Règlement à joindre au bulletin
 Pour tout changement d'adresse,
 joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

Du 1^{er} juillet au 31 août inclus,
 la librairie du Monde libertaire
 sera ouverte du mardi au samedi
 aux horaires habituels (10 h à 19 h 30).

débats

• SEVRAN-BONDY

Le Groupe Sevrans-Bondy organise une soirée-débat sur le thème : « Qu'est-ce que la Fédération anarchiste ? ». La réunion se tiendra le vendredi 19 juin 1987 (à 20 h 30) au centre A.L.F.A., 152, avenue Gallieni (R.N. 3), Bondy.

• RENNES

Le groupe de Rennes organise localement la mobilisation pour le rassemblement international antinucléaire du 20 juin à Paris. Des départs en cars sont prévus et nous invitons toutes les personnes intéressées à nous contacter rapidement, lors de notre permanence quotidienne du lundi au jeudi (20 h à 21 h), à la M.J.C. Rennes-Centre, 9, rue de la Paillette (tél. : [16] 99.59.34.07). De plus, nous organisons sur le même sujet une réunion d'information le mercredi 10 juin, à 20 h 30, à la Maison du Champ-de-Mars.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

CENTRALE NUCLÉAIRE DE NOGENT

Non à un Tchernobyl-sur-Seine

La mise en service de la première tranche de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine doit intervenir en septembre prochain, et son couplage au réseau en décembre. Située à 90 km en amont de Paris, cette installation serait l'une des plus dangereuses au monde. C'est pourquoi ce projet a suscité depuis 1975 de vives oppositions, tant de la part des populations (70% d'opposants nogentais en 1977, 44 000 avis défavorables contre 12 favorables enregistrés par le commissaire-enquêteur en 1979), que de deux ministres de l'Environnement successifs et du Comité de bassin Seine-Normandie.

Une prise de conscience générale

Malgré toutes ces oppositions et l'exclusion des Parisiens de l'enquête d'utilité publique, limitée à un périmètre de 10 km autour du site, la centrale a été déclarée d'utilité publique en mars 1980, et les travaux ont commencé en mars 1981. Faisant fi des engagements de la campagne présidentielle sur lesquels il avait été élu (gel des sites en construction ou en projet jusqu'à un référendum précédé d'un grand débat démocratique), M. Mitterrand n'a pas hésité, après un unique débat parlementaire truqué pour lequel le gouvernement avait engagé sa responsabilité, à entériner la politique énergétique de ses prédécesseurs.

La catastrophe de Tchernobyl, dont les conséquences ont dépassé les prévisions les plus catastrophiques des antinucléaires, ainsi que les incidents survenus récemment dans les centrales françaises (Saint-Laurent, Tricastin, Pierrelate, Creys-Malville...) qui auraient pu également tourner à la catastrophe, ont permis à l'opinion publique

française de prendre conscience du caractère mensonger de la propagande officielle sur l'infailibilité de la technologie nucléaire.

Ainsi, aujourd'hui, les sondages révèlent qu'un Français sur trois démentirait si une centrale nucléaire venait s'installer dans son voisinage, et que près de 60% de la population sont opposés à la poursuite du programme électronucléaire. Fait nouveau : les populations de l'Île-de-France et de la France entière sont de plus en plus inquiètes du prochain démarrage de la centrale de Nogent-sur-Seine, comme en témoignent l'abondant courrier reçu par le Comité Stop-Nogent (1) et les milliers de signataires de l'appel pour l'abandon définitif de la centrale (dont plusieurs centaines de scientifiques et d'artistes).

De graves dangers

Si un accident majeur survenait à Nogent-sur-Seine, il est incontestable que ses conséquences seraient beaucoup plus graves que celles de Tchernobyl. L'évacuation de la capitale étant indispensable mais impraticable, les populations de l'agglomération parisienne seraient réduites au confinement dans leurs habitations, privées d'eau potable et de tout ravitaillement pour une période indéterminée. La libération dans l'environnement d'éléments radioactifs pourrait contaminer des centaines de km² pour des dizaines d'années (toute vie a disparu sur 3 000 km dans l'Oural depuis la catastrophe du centre de stockage de déchets nucléaires de Kychym en 1958).

Car l'industrie nucléaire n'est pas une industrie comme les autres : un nuage radioactif ne connaît pas de frontières, et les conséquences d'un accident nucléaire s'étalent sur plu-

sieurs décennies. En effet, en dehors des morts immédiates dues aux irradiations aiguës, il faut surtout considérer les effets différés, qui s'étalent sur une période de 2 à 50 ans : augmentation de la mortalité infantile, du nombre de cancers, leucémies et de mutations génétiques pour les générations à venir. Ainsi, le P^r Gofman de l'université de Berkeley, spécialiste incontesté en matière de biologie des radiations, a prévu un million de cancers supplémentaires consécutifs à l'accident de Tchernobyl (tous les transplantés de la moelle osseuse sont décédés, ainsi que le réalisateur soviétique qui a eu le courage de tourner les premières images du réacteur éteint).

Dans le cas de Nogent-sur-Seine, ces effets seraient particulièrement dramatiques : l'agglomération parisienne, qui consomme près de deux millions de m³ d'eau par jour, étant alimentée principalement par les eaux de la Seine, de la Marne et des nappes phréatiques situées aux abords de la centrale. Or, la centrale sera mise en service un an avant que les dispositifs de sécurité, jugés indispensables par les autorités pour limiter les conséquences d'un accident, soient opérationnels (interconnexion Seine-Marne, barrage Aube destiné à régulariser le débit de la Seine).

Etes-vous presser de mourir ?

Le rapport de l'Agence financière de bassin Seine-Normandie, organisme officiel chargé de gérer les eaux potables, qui vient d'être rendu public le 17 avril dernier (soit au lendemain de la clôture de l'enquête publique sur les rejets radioactifs) par le ministre de l'Environnement (2), a été expurgé d'un rapport fondamental de la

S.E.T.U.D.E. Cette étude, obtenue grâce aux demandes réitérées du Comité Stop-Nogent, montre qu'en cas de rejets gazeux dans l'environnement, toutes les stations de pompage seraient paralysées et que la contamination simultanée de la Seine et de la Marne est tout à fait envisageable.

Même en fonctionnement normal, les centrales nucléaires sont dangereuses car elles rejettent régulièrement dans l'environnement (eau, sol, air) des effluents radioactifs qui se concentrent le long de la chaîne alimentaire. Comme le césium et le potassium, dont les limons de Nogent-sur-Seine ont une capacité de rétention considérable, qui ont la capacité de se substituer dans l'organisme au calcium et au potassium.

Pourquoi s'obstiner à faire courir de tels risques aux populations ? Alors que la surproduction d'électricité, qui contraint la France depuis plusieurs années à brader son excédent à l'étranger et à pousser au gaspillage énergétique (notamment par la généralisation du chauffage électrique et la suppression des encouragements aux investissements dans les économies d'énergie), ne peut aller qu'en s'aggravant avec la mise en service de Nogent et des autres réacteurs du palier de 1 300 MW en construction. Tout cela sur le dos du consommateur et du contribuable.

Rendez-vous le 20 juin, à Paris

Malgré les avertissements donnés par la catastrophe de Tchernobyl et l'accident américain de Three Miles Island de 1979, la France — pays le plus nucléarisé du monde (3) — est le seul pays à s'obstiner à poursuivre un programme démesuré (qui avait été basé en 1974 sur un dou-

blement décennal de la consommation). Pourtant, depuis sept ans, plus de 180 centrales en construction, en projet ou totalement achevées, ont été définitivement abandonnées dans le monde pour des raisons de coût et de sécurité. Il est vrai qu'un des responsables de la centrale de Nogent déclarait récemment que la centrale serait mise en route coûte que coûte, E.D.F. ne pouvant se permettre de « perdre la face » !

La manifestation du 20 juin « Pour un avenir sans nucléaire », qui a été organisée à Paris parce que la France est le pays le plus nucléarisé du monde et que plusieurs centrales, installées dans des zones frontalières (Cattenom, Chooz, Fessenheim), menacent directement des pays voisins, doit être un succès. Il serait alors du domaine du possible que les autorités françaises soient contraintes d'arrêter le programme nucléaire français, en commençant par la centrale de Nogent-sur-Seine.

Ceci constituerait un prélude à l'abandon des autres centrales actuellement en construction et au remplacement progressif du nucléaire au profit de sources énergétiques de substitution (charbon dépollué, énergies renouvelables, géothermie et économies d'énergie), à l'instar de la Suède qui a prévu par référendum d'arrêter progressivement tous ses réacteurs nucléaires (lui fournissant actuellement 42% de sa production d'électricité).

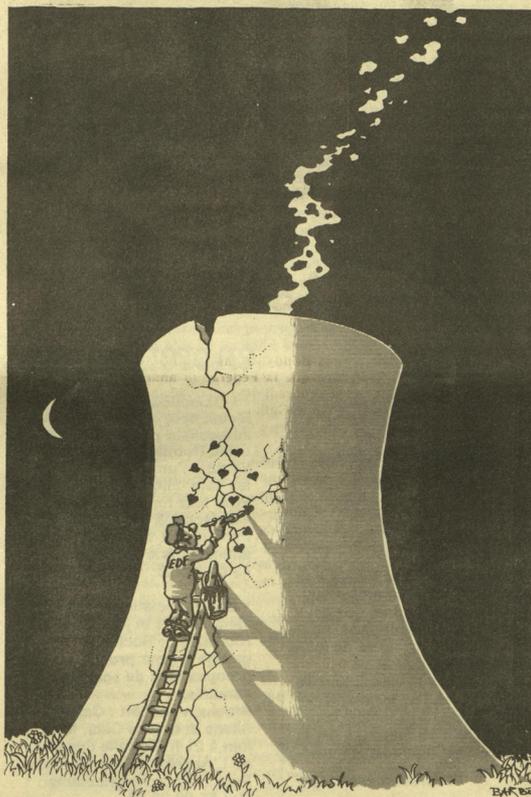
Joëlle PENOCHET
(Comité Stop-Nogent)

(1) Comité Stop-Nogent, c/o « Nature et Progrès », 14, rue des Goncourt, 75011 Paris.

(2) Après avoir été interdit de publication pendant deux ans par le S.C.P.R.I. du P^r Fellerin, qui s'était brillamment illustré en mai 1986 en affirmant qu'une mystérieuse ligne Maginot avait miraculeusement épargné notre pays du nuage de Tchernobyl, afin de ne pas alarmer les populations.

(3) 70% de l'électricité française est d'origine nucléaire contre 15% aux Etats-Unis, 3% en Italie, 20% en Grande-Bretagne.

20 juin : Paris antinucléaire



C'EST, tout au moins, ce que l'on peut espérer. Ce jour-là, en effet, convergera vers la capitale du pays le plus nucléarisé du monde l'ensemble des antinucléaires européens : Français, Allemands, Belges, Italiens... seront au rendez-vous. Peu importe d'ailleurs les nationalités, le nuage radioactif de Tchernobyl s'est bien moqué des frontières...

Un avenir sans nucléaire

Cette manifestation festive, de Montparnasse à République, sera une étape très importante dans la lutte pour un « Avenir sans nucléaire » ; elle sera aussi l'occasion de rappeler certaines vérités incontournables, comme l'on dit.

Le nucléaire est une énergie dangereuse et les conséquences d'un accident sont incalculables, car elles ne sont délimitées ni dans l'espace ni dans le temps. Ainsi la construction d'une centrale à Nogent-sur-Seine, aux portes mêmes de Paris, est une aberration, incompréhensible si l'on ne connaissait le cynisme profond de la plupart des dirigeants politiques et économiques.

Et que l'on ne nous dise pas que l'accident de Tchernobyl ne peut pas se produire en France. Sept ans après l'accident de Three Miles Island, E.D.F. reconnaît n'avoir pas encore procédé aux modifications qui s'imposent sur les centrales françaises du même type.

Le nucléaire est inutile et coûteux. La France est le seul pays

qui s'obstine à poursuivre son programme nucléaire, alors que la surproduction d'électricité est déjà patente, et qu'elle est contrainte de la brader à l'étranger, au détriment des consommateurs et des contribuables.

Le nucléaire ne crée pas d'emplois. Les populations locales qui subissent les centrales sont cantonnées dans les emplois temporaires ou de sous-traitance. Malgré la propagande c/É.D.F. et la désinformation entretenue par les pouvoirs publics, la population commence à comprendre tout cela, comme le montrent certains sondages récents.

Les parasites

C'est pour cela que l'échéance du 20 juin est importante. De son succès peut dépendre, en grande partie, la constitution en France d'un mouvement antinucléaire

puissant, efficace et lucide. C'est-à-dire qui prenne en compte aussi bien les dangers du nucléaire civil que ceux du nucléaire militaire, les deux étant indissociables (cf. surgénérateur).

Encore faut-il que cette initiative ne soit pas récupérée par des politiciens de seconde zone, pseudo-écologistes, certains de fraîche date d'ailleurs, que les prochaines échéances électorales font déjà s'agiter. Ces parasites s'intéressent de plus en plus, comme on s'en doute, au « Réseau pour un avenir sans nucléaire », qui se charge de l'organisation de la manifestation du 20 juin.

Il est de notre responsabilité de s'investir et de les empêcher ainsi de gâcher une lutte renaissante qui, par bien des aspects, recoupe nos préoccupations.

FABRICE
(Gr. de Rennes)

Communiqué

La Fédération anarchiste a toujours dénoncé et lutté contre les dangers du nucléaire civil et militaire, dont les populations ont été récemment victimes.

Fidèles à ses principes, ses militants s'investissent dans le « Réseau pour un avenir sans nucléaire ». Ils agissent pour le désengagement complet du nucléaire et la promotion d'énergies dites douces.

La Fédération anarchiste appelle à manifester le 20 juin, à 14 h 30, à Montparnasse (Paris), lors du rassemblement européen pour un avenir sans nucléaire. Elle fera tout pour que le mouvement antinucléaire renaissant ne soit pas compromis par des menées électoralistes.

Fédération anarchiste

PRESSE QUOTIDIENNE

« Le Matin » : « Silence, on coule... »

LES vendredis sont toujours des jours à péripétie pour le quotidien *le Matin* ! Vendredi 5 juin (1), il n'était pas dans les kiosques, et une semaine après (le 12 juin) il paraît sur 8 pages qui sont un véritable tract exhaustif de tout ce qui se rapporte à la crise du journal. Avec une « une » digne des plus beaux matins de l'après 68 : On se bat.

« Le Matin »
occupation des locaux

C'est jeudi 11 juin en fin d'après-midi que les salariés du *Matin* ont décidé une grève avec occupation

des locaux pour appuyer de véritables négociations sur les effectifs et l'avenir du journal. Ce qui n'était jusque là qu'une menace en l'air s'est rapidement concrétisé quand M. Levet, administrateur judiciaire, a annoncé aux membres du comité d'entreprise « que *Giancarlo Pirelli*, dirigeant de la société *Interpart*, principal actionnaire et repreneur du *Matin*, se refusait à payer les salaires du mois de mai tant que le nombre de postes maintenus n'était pas ramené à 70, comme il le souhaitait initialement ». Quand on sait que le bruit persistant court au sujet d'une liste de journalistes « autorisés » à rester au sein de la rédaction, bonsoir l'ambiance !

En occupant les locaux du *Matin*, les salariés de ce quotidien entendent faire s'asseoir *Giancarlo Pirelli*, *Paul Quilès* et *Max Thérêt* (2), seuls interlocuteurs valables, à la table des négociations. Et c'est sur proposition du syndicat C.G.T. du Livre que la rédaction a néanmoins décidé de faire paraître le vendredi 12 juin un *Matin* à pagination réduite, afin d'expliquer à ses lecteurs la situation actuelle de leur journal.

Ouvriers du Livre et journalistes main dans la main ? La chose est nouvelle et mérite d'être soulignée. Comme il est écrit dans le journal-tract : « Fait suffisamment rare pour qu'on puisse le noter, deux catégories de personnel souvent en désaccord, la rédaction et les ouvriers du Livre, sont tombées d'accord, hier, sur un tel projet (3). Projet qui n'est, rappelons-le, qu'une arme de négociation pour forcer nos interlocuteurs au dialogue ».

Grève illimitée

C'est en fait une situation assez particulière, car pour les autres médias, le *Matin* est en grève illimitée alors que le Tribunal de commerce de Paris devrait statuer sur le sort du quotidien le 15 juin. Quoi qu'il advienne par la suite, les rédacteurs et journalistes se seront payés la fête de Quilès. Nous leur laissons la conclusion de ces quelques lignes : « Selon certaines sources le ministre de la Défense serait persuadé d'avoir gagné la guerre. Mais les troupes seraient en état de mutinerie ». A bon entendeur, salut !

SITTING BULL

(1) *Le Monde libertaire* n° 667.
(2) Les principaux actionnaires de la société éditrice « Les éditions du *Matin* » : *Pirelli* (46%), *Quilès* (40%), *Thérêt* (10%).
(3) « Pas question, dans notre esprit, de rééditer l'expérience enrichissante mais très amère de L.I.P. et de ses multiples avatars », c'est-à-dire qu'on sort

le produit pendant les négociations, mais quelque chose qui ne soit plus à nous...

Dernière minute : Coup de théâtre rue Hérold à Paris, le groupe italien *Interpart* retire ses billes... Dans le *Matin* daté du samedi 12 et du dimanche 14 juin, il est écrit que c'est peut-être le dernier numéro. Quand ce *Monde libertaire* sera dans les kiosques, vous en saurez plus. *Paul Quilès*, « président de la holding qui contrôlait le journal », n'est pas intervenu une seule fois pour négocier. Tout cela pourrait avoir été prémédité pour, à la rentrée, relancer un nouveau journal avec des sous d'outre-Manche et d'ailleurs. Le naufrage du *Matin* préparé pour amuser la galerie et réinvestir autre part serait-il le dernier avatar de la force tranquille ?

S.B.

Droit de grève
et fonction publique

C'EST le député giscardien Alain Lamassaire qui a présenté un amendement (qui sera connu sous son nom) restreignant le droit de grève des fonctionnaires. Et ce malgré l'opposition de Philippe Séguin, ministre des Affaires sociales. Chirac avait tout réglé en haut-lieu et ses représentants à l'aquarium n'avaient qu'à entériner ! L'amendement Lamassaire établit un retour en arrière de dix ans en « suspendant » intégralement le paiement de toute journée de grève entamée par un fonctionnaire (1), et ce quelle que soit la durée de l'arrêt de travail.

Cette règle, dite du « trentième divisible » date en effet de 1977, et depuis Hervé de Charette, actuel ministre de la Fonction publique, se plaint à dénoncer « l'inégalité de situation entre le dommage subi par le gréviste et celui subi par l'usager ». L'observation quasi scientifique par le gouvernement du phénomène des grèves « perlées », c'est-à-dire des débrayages de courte durée qui rendent possible la rotation des grévistes selon les services, a pragmatiquement amené certains à prendre cette décision. Même si Philippe Séguin a sa « tête des mauvais jours », il faut pour le gouvernement limiter le droit de grève partout où c'est possible et pour commencer, chez les fonctionnaires (2).

Au début du siècle, patronat et gouvernement interdisaient aux fonctionnaires de se syndiquer. Peu à peu, ils ont acquis ce droit et tout ce qui en découle, dont la possibilité de faire grève. Le gouvernement avait déjà tenté en février dernier de revenir sur le droit de grève dans la fonction publique, à quand les renvois pour syndicalisation ?

Face à cette attaque, la riposte syndicale a encore joué l'Arlésienne. Dès vendredi après-midi, à l'appel de la C.G.T., un millier (selon *Libération*) de fonctionnaires manifestaient aux abords de l'Assemblée. A eux se joignaient une centaine de postiers C.F.D.T., qui remontèrent le boulevard Saint-Germain aux slogans de « Emploi, salaires, statut et libertés ». Oui mais, au niveau de la direction des confédérations syndicales, y a-t-il eu une ébauche de riposte unitaire ? S'il y a eu tentative, rien ne s'est concrétisé sur le terrain. A l'heure où nous écrivons ces lignes, les seules actions prévues sont une « intensification » de la manifestation de la C.G.T. le 18 juin (initialement prévue pour Renault) et l'appel par la C.F.D.T. à une heure de grève le lundi dans la fonction publique. Quant aux autres...

Une fois n'est pas coutume, nous citons Anicet Le Pors répondant à une interview de *Libération* : « N'oubliez pas que la grève a été pratiquée dans la réalité avant d'être reconnue comme un droit fondamental des travailleurs. C'est un phénomène social avant d'être une matière à réglementation ». Nous ajouterons que rien n'est acquis sans un rapport de forces conséquent et que la démobilitation parlementaire n'est pas la panacée pour le syndicalisme.

A. PIERRE

(1) S'il fallait en croire *France-Soir*, avec cet amendement les heures de grève seraient « enfin » enlevées sur les payes des fonctionnaires. Comme si elles ne l'étaient pas déjà ! Bravo la presse *Hersant*...
(2) Ce qui fait dire au *Matin* : « Chirac et l'U.D.F. se réconcilient sur le dos de Séguin ».

HÔPITAL DE BECHEVILLE
Grève suspendue...

Le personnel du Centre hospitalier départemental de Becheville (Les Mureaux, Yvelines) a suspendu la grève reconductible le jeudi 10 juin, après 30 jours de grève. L'essoufflement après ce mois de luttes, l'attente de réponses du ministère de la Santé, mais aussi l'appui des instances représentatives et délibératives de l'établissement (votes positifs du comité technique paritaire, de la commission médicale consultative et du conseil d'administration) ont conduit les personnels à modifier leur rythme et leur forme de grève : maintien d'un comité d'action et d'assemblées générales hebdomadaires.

Les raisons
du conflit

Le conflit a démarré le 13 mai, suite à l'annonce de l'amputation de 6,6% du budget prévisionnel 1987 de l'établissement — budget voté par le conseil d'administration — par les autorités de tutelle. Cette décision a pour con-



séquence la suppression de 20 postes, l'absence de mesure budgétaire pour le financement :

- des congés bonifiés accordés aux personnels originaires des D.O.M.-T.O.M. ;
- de l'intégration des personnels exerçant sur les secteurs psychiatriques ;
- des remplacements pour congés annuels, de maladie, de maternité ;
- du rappel de la prime de risque (5 ans de retard) ;
- de la titularisation d'auxiliaires.

D'autre part cette décision constitue une atteinte contre des acquis locaux :

- alignement, demandé par la D.D.A.S.S., des tarifs de crèche sur les tarifs départementaux (1) ;
- suppression des journées accordées par la direction précédente à l'occasion du 8 mars (journée internationale de la femme) et du 27 avril (commémoration de l'abolition de l'esclavage).

Contre ces attaques la riposte s'est rapidement organisée, un comité de grève C.F.D.T.-F.O.-non-syndiqués se constitue en assemblée générale et mène l'action avec détermination : les exemples de luttes victorieuses récentes dans ce même secteur, la psychiatrie, comme les conflits du C.H.S. de Ville-Evrard, ou ceux des C.H.S. de Villejuif et d'Esquirol, restent encore très frais dans la mémoire des personnels.

L'échec
des négociations

Le blocage des portes de l'hôpital est décidé, l'information à la population est rapidement assurée, les contacts sont pris avec les

élus locaux et la presse, un soutien régional des divers hôpitaux s'organise.

Le 28 mai, une première négociation, au niveau de la préfecture, permet de débloquer un crédit supplémentaire, mais très insuffisant (le dixième de ce qu'il faudrait). La semaine suivante, l'entrevue avec le ministère, appuyée d'un rassemblement régional, n'apporte pas de réponses en terme de mesure budgétaire.

L'adoption par le conseil d'administration, le 10 juin, d'un document reprenant la quasi intégralité des revendications des salariés, n'aura d'effet que si après examen D.D.A.S.S. et ministère lâchent les 5 autres millions de francs nécessaires pour la satisfaction des revendications.

Mais lâcher là, alors que la situation est explosive dans de nombreux établissements hospitaliers, étranglés par les politiques d'austérité menées depuis plusieurs années, c'est risquer d'engendrer des conflits qui finiront peut-être par se coordonner et prendre de l'ampleur...

L.N.

(1) Cette même injonction de la D.D.A.S.S.-94 avait entraîné les conflits du C.H.S. de Villejuif et de celui d'Esquirol en février dernier.

en bref...en bref...

• « Objections », journal récemment disparu, édité un autocollant permanent noir sur blanc (format : 15 x 8,5).
Vente à l'unité : 2,50 F, 90 F les cent cinquante.
Pour tout renseignement : « Objections », B.P. 103, 75522 Paris cedex 11 ou répondeur antimilitariste au (16.1) 43.03.62.03.

• Une association de concert vient de voir le jour à Tulle (Corrèze) : « Rock à la grange », pour promouvoir les groupes rock de scène parallèle.
Prochain concert : Camera Silens et Les de Cats, le 19 juin à 21 h 30, salle des fêtes de L'Auzelou (route du stade).
Pour tous renseignements : (16) 55.98.28.20.

Communiqué

La Fédération anarchiste entend protester contre la dissolution par le Conseil des ministres de A Riscossa, association humanitaire d'entraide aux prisonniers politiques corses. Il ne se passe pas de jour en Corse où le délit d'opinion ne soit sanctionné : procès contre le journal « U Ribombu », arrestation massive de militants, condamnation sur des dossiers vides.
La dissolution de A Riscossa intervient après la dissolution du Mouvement corse pour l'autodétermination en janvier dernier et est un prélude à la venue de Pasqua en Corse. Le problème corse est un problème politique et social, il ne peut se résoudre par la répression mais par la libre détermination des Corses eux-mêmes.

Fédération anarchiste

LE militant Dominique Lestrat du groupe d'Anizy-le-Château de la Fédération anarchiste dans l'Aisne est de nouveau sur le pied de guerre (voir *Monde libertaire* n° 664 et 666). Deux fois licencié par l'ex-militaire Imbert (nommé par la gauche au pouvoir), directeur de l'hôpital psychiatrique départemental ; deux fois réintégré par le Tribunal administratif d'Amiens, le voilà de nouveau depuis le 13 mai 1987 jeté à la rue.

Désinformation à tout va...

Ce 3^e licenciement, aussi scandaleux que les deux premiers, a été accompagné par une campagne de presse calomnieuse et mensongère dans l'Union (depuis un an aux mains d'Hersant et ça se sent !). On y apprenait, le 7 mai, que la procédure disciplinaire intentée contre notre camarade (qui aboutira au licenciement du 13 mai) par le directeur du C.H.S. était faite à la demande « unanime » du conseil d'administration. Le lendemain, 8 mai, l'Union titrait « Lestrat sur la touche » et annonçait que le député communiste Roland Renard, siégeant au conseil d'administration de l'hôpital, avait « donné quitus »

DOMINIQUE LESTRAT

Désinformation dans « l'Union »

à Imbert pour s'acharner sur Dominique.

Le 11 mai 1987, poursuivant sa campagne de désinformation, l'Union titrait en caractère gras « La C.G.T. ne soutiendra pas Lestrat », alors que la C.G.T. avait déclaré qu'elle n'était pas d'accord avec la technique de lutte adoptée par notre camarade (à savoir la grève de la faim illimitée), mais qu'elle était intervenue auprès du préfet pour demander le respect du jugement du tribunal administratif, dont « elle s'était félicitée ».

Quant au P.C.F., un rectificatif paraissait quelques jours plus tard à propos de Dominique Lestrat, où le parti communiste rappelait son opposition « à toute mesure sanctionnant un salarié qui exprime une opinion sur la politique conduite par son employeur ». C'est donc avec une partie de la presse locale complètement à la botte du directeur de l'hôpital de Prémontré que commençait, le 22 mai 1987, une nouvelle grève de la faim.

Une semaine de répit

Le comité de soutien à Dominique Lestrat avait décidé d'attendre une semaine avant de commencer vraiment les actions, pour permettre au préfet de régler cette histoire rapidement comme il se devait et éviter « les défraiements de la chronique » des années 1984 et 1985, encore présents dans la mémoire collective de la région.

Cela n'a pas empêché de nombreuses mains anonymes de couvrir la ville de Laon et les environs de l'hôpital de Prémontré de graffitis. La préfecture n'ayant pas désavoué Imbert et couvrant ainsi ce licenciement scandaleux, le comité de soutien s'est mis au travail. Distribution de tracts au C.H.S. de Prémontré, dans les rues passantes de Laon, sur les marchés ; campagne d'affichage sur toute la région ; envoi d'une circulaire signée D. Lestrat à tous les élus départementaux et régionaux, aux ministres concernés.

Une lettre type à recopier et à envoyer à tous les notables a été dis-

tribuée largement aux nombreuses personnes venues soutenir l'action. Des pétitions circulent. Une émission a été réalisée pour une radio locale sur les événements et les auditeurs de Radio-Libertaire pourront bientôt l'entendre sur leur radio préférée.

Encore des actions...

Des actions menées par un comité de soutien très actif se déroulent continuellement. Samedi 6 juin, des membres du comité déguisés en homme-sandwich promenaient à travers la ville-haute des panneaux du style « Lestrat interdit de travail » ou « Arbitraire acharnement, autoritarisme » et autres dénonciations du « scandale au C.H.S. de Prémontré ».

Ces promenades, qui ont duré toute la journée, agrémentées de distributions de tracts, ont très bien été perçues par la population locale. Cette manifestation du genre « les folles de la place de Mai » s'est renouvelée le samedi suivant sur la

place de l'Hotel de Ville où un jeûne de solidarité a eu lieu.

Mercredi 10 juin, pour le vingtième jour de grève de la faim de Dominique, des membres du comité de soutien se sont enchaînés aux grilles de la préfecture. L'action rapide des forces de l'ordre pour évacuer les camarades n'a pu éviter les photos des journalistes locaux. Le même jour, à midi, F.R.3 se faisait l'écho de cette action.

D'autres actions suivront pour faire savoir que le droit au travail ne sera pas bradé à Prémontré par un directeur « en mal de caserne », tant qu'il y aura des anarchistes.

Gr. Anizy-le-Château

Pour avoir des nouvelles : comité de soutien à D. Lestrat, Moulin-de-Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : [16] 23.80.17.09).

Vous pouvez aussi écrire au préfet de l'Aisne : René Vial, 2, rue Paul-Doumer, 02000 Laon (tél. : [16] 23.20.11.11, poste 8000).

Montargis : les eaux troubles du racisme

LE jeune Turc Muhammer Inik, quatorze ans, est mort lundi 8 juin à Châlette-sur-Loing, victime d'un attentat policier. Il est 19 h environ lorsqu'une patrouille de police prend en chasse une camionnette signalée volée.

A son bord deux jeunes Turcs. La course-poursuite s'arrête quand la camionnette heurte violemment un terre-plein après que, semble-t-il, les policiers aient déjà fait feu. Deux flics encadrent le véhicule. L'un d'eux ouvre la portière coulissante et, dans des circonstances encore floues, abat à bout portant le jeune Muhammer de deux balles dans la poitrine.

Châlette-sur-Loing, tenue depuis douze ans par le maire communiste Jean Louis, est un

ghetto de l'immigration (10% de la population) à deux kilomètres de Montargis, la ville blanche et guindée. A l'origine de l'immigration, l'usine Hutchinson (caoutchouc et armement) qui fait venir massivement dans les années 60 de la main-d'œuvre turque bon marché, par l'intermédiaire de ses filiales allemandes (1). Suivront à la fin des années 70, les immigrations maghrébines et d'Afrique noire. Châlette-sur-Loing compte aujourd'hui cinquante sept nationalités différentes.

Les chiens de Montargis

Depuis quelques années, les petits notables de Montargis sont tout à fait satisfaits de la montée

locale de l'extrême droite. Dans un contexte où le racisme se fait de plus en plus virulent, en ville et dans les campagnes environnantes, les militants du Front national et des groupes néo-nazis comme le M.N.R. ou « Troisième voie » sont à l'aise. Devant l'approbation silencieuse ou l'indifférence constipée d'une bonne partie des Montargis, le F.N. local n'hésite pas à coller ses affiches en plein jour.

Encore eux...

Ce n'est donc pas étonnant que le doute plane sur l'appartenance d'un des deux flics au Front national. Paul Malagutti, responsable local du F.N. et conseiller régional, a évidemment démenti l'information. Ce notable qui déclare « comment pourrais-je être raciste alors que j'ai été déporté » n'en soutient pas moins les policiers dans l'exercice de leur sale boulot : « Je suis solidaire des policiers quand ils font leur travail ».

Mais dans cette histoire, le plus grave et le plus scandaleux — volontairement camouflé par la

presse locale et nationale — c'est l'acquiescement notoire avec le Front national du R.P.R. M^e Lantourne, avocat de la famille de la victime.

Si Lantourne a défendu un objeteur insoumis par le passé, sans doute en souvenir de sa puberté gauchiste, il s'est plus récemment illustré dans la défense systématique du Front national face aux attaques d'un M.R.A.P. local moribond. Ce n'est pas mû par un élan humaniste que Lantourne s'est spontanément proposé de défendre la famille Inik : il compte bien présenter sa candidature (R.P.R.) aux prochaines élections de Châlette-sur-Loing. Simple concours de circonstances ?

L'assassinat de Muhammer a provoqué des réactions très vives dans la communauté immigrée. Le soir du meurtre, une manifestation a regroupé deux cents personnes, en majorité turques, devant le commissariat de police. Le climat est très tendu et divise les immigrés sur l'attitude à adopter face à l'agression.

Des heurts, parfois violents, ont déjà eu lieu au sein de la communauté immigrée malgré les appels au calme répétés des leaders d'associations turques et portugaises. Mardi soir, les immigrés ont préféré manifester à nouveau spontanément, avec des cibles accrochées à la poitrine, plutôt que de suivre les bannières paternalistes du P.C.F. châtellois qui organisait une manif deux heures avant.

A Châlette-sur-Loing, l'assassinat de Muhammer Inik est une agression de plus. A Montargis, c'est un « Arabe de moins ». Les flics ont remis les grilles aux fenêtres.

Gr. de Montargis

(1) Voir à propos de l'immigration turque en Europe le livre de Gunter Walz, *Le Turc en France*, éd. du Monde libertaire, 26 F (éditions de poche).

Note : à l'heure où nous écrivons, il est évident que les faits peuvent évoluer de jour en jour. A l'appel de la communauté turque, une manifestation a eu lieu le samedi 13 juin.

Un objecteur en taule ?

AU départ, il y a mes dix-huit ans, le service militaire, et soudain la conscience que l'armée ce n'est pas seulement l'« encasernement » mais bien l'apprentissage du crime. Et puis, tout de suite, l'objection — logique indispensable — et l'insoumission au service civil servile. Je ne cracherai pas sur le service national, je ne l'ai pas vécu, mais qu'en est-il pour d'autres qui mieux que moi pourraient en restituer l'avilissement...

Aujourd'hui, j'ai 28 piges, je suis délogé des obligations du service civil par le ministère des Affaires sociales, celui-là même qui engagea à mon encontre les poursuites en 1985. Pourtant, jamais au fond de moi, je ne me suis senti autant objecteur de conscience, réfractaire.

Et mon cœur est au côté de mon frère d'espoir et de lutte : mon ami Eric Hébert, otage enfermé à la prison de Loos-ès-Lille ; et mon cœur est avec tous les réfractaires poursuivis et enfermés, tous ceux dont j'ai toujours eu bien plus de facilité à parler que de mon propre cas. On ne parle bien que de ceux qu'on aime, de ceux qu'on connaît.

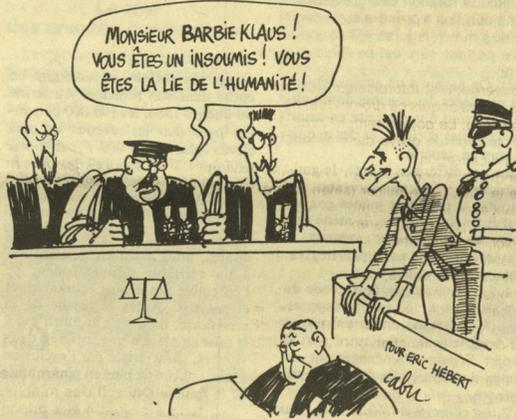
Et moi je me découvre encore un peu plus chaque jour. Dans le regard de cette « Mauve » près de moi, féline féminine qui souffre en son impuissance et son âme de tant de procédure, de trouille de voir ce soir, demain, tout à l'heure les flics venir lui enlever celui qu'elle aime. Et puis ces exam's — à elle — à passer, et les textes qu'il lui demande de taper, et puis la guerre, que ni l'un ni l'autre ne connaît (à part sur l'écran cathodique de l'information), et qui leur fout la trouille, qu'ils refusent ensemble en un itinéraire aussi opposé que leurs espoirs.

Dans les faits aussi : n'oublie pas les faits, camarade, ce sont eux qui rendent impossible le songe de Kafka : si je vous dis, un statut d'objecteur en 1981, une insoumission au service civil à l'O.N.F., un procès en première instance en juillet 1986, une condamnation à un an de taule, une réforme puis un appel rejeté — car tardif (1) — et enfin la prison si la procédure ultime du droit régalién ne fonctionne pas, et vous aurez la recette d'un roman inachevé, inachevable, dont vous seul pourrez par votre solidarité écrire le dernier chapitre au président (2).

Laurent-Nicolas TAMMAM

(1) Une demande d'appel envoyée à tort par courrier, une autre déposée par M^e Leclerc avec deux jours de retard. Ces erreurs minimes l'emportent même sur les irrégularités du procès en première instance. Laurent-Nicolas Tammam n'aura pas de procès en appel ni, à fortiori, en cassation (N.d.R.).

(2) Ecrire (avec timbre) à François Mitterrand, 22, rue de Bièvre, 75005 Paris, ou (sans timbre) au président de la République, Palais de l'Élysée, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris (N.d.R.).



Ah ! si on avait soutenu les insoumis allemands en 1933...

ÉRIC HÉBERT, INSOUMIS TOTAL PRISONNIER D'OPINION ET OTAGE DE L'ARMÉE FRANÇAISE DEPUIS 71 JOURS

Eric Hébert Soutien mode d'emploi

Lui écrire : Eric Hébert, n° d'écrou 27372, maison d'arrêt de Loos, 2, avenue du Train-de-Loos, 59374 Loos-ès-Lille.

Envoyer des messages demandant sa libération immédiate :
• au Tribunal de grande instance de Lille, M. le juge Faure, avenue du Peuple-Belge, 59000 Lille ;
• au ministère de la Justice, place Vendôme, 75001 Paris (tél. : [16.1] 42.61.80.22) ;
• au ministère de la Défense, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (tél. : [16.1] 45.55.95.20).

Affiches et pétitions disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (tél. : [16.1] 48.05.34.08).

Comité de soutien (Rouen), B.P. 58, 76160 Darnetal.

Comité de soutien (Paris), c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Comité de soutien (Lille), c/o M.N.E., 23, rue Gosselet, 59000 Lille (réunion le mardi à 18 h).

Fédération anarchiste

43^e congrès

S'IL est deux choses que n'engendrent pas les congrès de la Fédération anarchiste, ce sont la routine et la monotonie. Tous les ans, au mois de juin, la Fédération anarchiste, réunie en congrès, tente de tenir un pari impossible : trouver les solutions pratiques à la vie administrative de l'organisation et déterminer les orientations politiques. Pari impossible, tout simplement pour une question de temps...

Pour tenir ce pari, la Fédération anarchiste a cette année pris la décision de travailler essentiellement en commissions. Et on a pu voir ce spectacle rare dans un congrès anarchiste de près de 200 compagnons réunis studieusement en rien de moins que huit commissions, dont les travaux ont donné lieu à autant de motions d'orientation.

Si le congrès a été studieux, il a été également passionné. Il faut dire que les enjeux sont de taille. Le renouveau de la prise en main par les intéressés de leur propre lutte (étudiants, lycéens, cheminots, G.D.F., insatisfaits) se traduit par une actualisation du projet libertaire. Simultanément, il est indispensable

que les outils de propagande dont s'est dotée la Fédération anarchiste (hebdomadaire, revues, radio, librairie, locaux de groupes) soient consolidés. Encore beaucoup de petits efforts et cette stabilisation sera chose faite. Un exemple, et sûrement un des plus importants : que tous ceux qui lisent cet article, et qui ne sont pas encore abonnés au *Monde libertaire*, envoient leur chèque au 145, rue Amelot. Ce « petit » geste, répété par plusieurs centaines de lecteurs, garantirait définitivement la survie d'une des plus importantes de nos œuvres fédérales.

A court terme la Fédération anarchiste a réaffirmé sa volonté d'être présente, avec ses orientations, dans le combat social et les luttes spécifiques : antinucléaire, contre la réforme du code de la nationalité, etc.

En conclusion, il serait injuste de ne pas noter que le groupe d'Angers avait parfaitement organisé ce congrès. Déjà la même performance avait été réalisée en 1980. Une tradition à conserver...

Yves PEYRAUT

Motion antifasciste

1. Pour lutter, il faut comprendre.

La Fédération anarchiste poursuit son analyse du phénomène de l'extrême droite en France. A l'occasion de son 43^e congrès, elle constate qu'il ne s'agit plus d'une simple montée conjoncturelle, mais bien d'une tendance à l'enracinement d'idées et de pratiques d'ultra droite.

La stratégie de l'extrême droite en France se situe aujourd'hui sur deux plans :

- acquisition d'une légitimité et d'une notoriété par le biais d'une institutionnalisation ;
- structuration de pratiques semi et para clandestines ou terroristes (attentats, ratonnades, provocations, etc.).

Il y a face à cela une ambiguïté de la classe politique, dans son ensemble, qui pratique le double langage, oscillant entre tolérance et dénonciation, par souci électoraliste entre autres. Cette ambiguïté entraîne dangereusement la banalisation de l'idéologie et des pratiques d'ultra droite. Ce phénomène est favorisé par un climat de même est favorisé par un climat de démagogie raciste, sécuritaire, moraliste et discriminatoire. La gauche au pouvoir et dans l'opposition, quand elle n'est pas elle-même perméable aux thèses de l'extrême droite, en favorise le développement.

Il reste à analyser clairement en quoi la façade néo-libérale d'une partie de l'extrême droite correspond à un projet politico-économique véritable, et en quoi

elle se combine ou non à une intégration néo-corporatiste totalitaire.

La riposte

2. Pour comprendre, il faut lutter : la riposte.

Seule s'impose une riposte de masse. Elle passe par une occupation résolue du terrain militant et la construction d'un rapport de force antifasciste. Elle sera impulsée dans la mesure de nos moyens et de nos volontés à tra-

vers les alliances ponctuelles qui s'avéreront nécessaires, sans faire abstraction de notre spécificité anarchiste. Elle passera entre autres par une mobilisation sur le terrain syndical ou d'autres interventions dans le monde du travail.

La seule issue sera de créer une dynamique qui intègre la dimension révolutionnaire du combat antifasciste.

Fédération anarchiste

Motion sur l'immigration

LA Fédération anarchiste accueille favorablement les propositions avancées par de nombreuses associations issues de l'immigration, concernant les notions d'égalité des droits et de citoyenneté. Toutefois la Fédération anarchiste met en garde contre les dérives et récupérations électorales tentées par certains pour constituer un illusoire lobby de l'immigration ou de récupérer un électoral potentiel.

La Fédération anarchiste s'oppose au projet de réforme du code de la nationalité, clairement libéricide et discriminatoire ; tout en constatant que l'actuel code est loin de répondre aux aspirations individuelles et collectives. La Fédération anarchiste réaffirme son soutien et sa participation aux luttes menées contre toutes les mesures discriminatoires et répressives, notamment les expulsions et les quotas (logement, scolaires et sanitaires).

En conclusion, la Fédération anarchiste rappelle que l'anarchisme a pour but de faire disparaître les Etats-nations et de rendre ainsi caduques les notions de nationalités et de codes des régimes.

Fédération anarchiste

Motion sur la Nouvelle-Calédonie

La Fédération anarchiste réaffirme son attachement indéfectible à la lutte des hommes pour leur émancipation économique, politique et sociale.

A ce titre la Fédération anarchiste, réunie en son 43^e congrès, soutient la lutte anticolonialiste et anticapitaliste de tous les opprimés de Nouvelle-Calédonie. En particulier, devant la farce politique que sera le référendum : dictature de la majorité des groupes de l'extrême droite, face à la militarisation et à la nucléarisation du Pacifique.

La Fédération anarchiste appelle à une solidarité active envers toute action visant à la suppression de tous pouvoirs, et au développement des structures de gestion directe et fédéralistes.

Fédération anarchiste



Motion économique

FACE à la restructuration du capitalisme dans son mode de régulation et d'exploitation, la Fédération anarchiste réaffirme la nécessité de rompre avec un système fondamentalement inégal-

itaire. On assiste à un accroissement des privilèges des couches dominantes et surtout à une remise en cause des garanties sociales, et des acquis sociaux en général.

Sur ces différents points, le gouvernement Chirac poursuit et amplifie la politique menée par les socialistes au pouvoir. Il mène une politique de cadeaux massifs et systématiques aux privilégiés. Notons entre autres :

1. Le démantèlement du code du travail, avec d'une part la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, et d'autre part le projet Séguin d'aménagement du temps de travail à la discrétion des patrons.

2. La réforme de l'A.N.P.E., qui va dans le même sens puisqu'elle donne aux maires et aux organisations patronales la possibilité de gérer l'emploi à leur avantage.

3. La suppression de l'impôt sur les grandes fortunes et l'annulation sur les fuites de capitaux.

4. Le démantèlement de la Sécurité sociale.

En outre, on observe une évolution vers l'individualisation de la

protection sociale, la remettant en cause dans son principe. Au terme du budget 1986, les 100 000 personnes percevant les revenus les plus élevés (plus de 55 000 F par mois) paieront 7 milliards de francs d'impôt en moins, les autres 7 milliards de prélèvement sociaux en plus (sources I.N.S.E.E.).

Ces attaques ne laissent pas de doutes, nous assistons aujourd'hui à un véritable démantèlement de l'ensemble des acquis économiques et sociaux. Après le mythe de la croissance, on assiste aujourd'hui à la mise en place d'une société à deux vitesses, caractérisée par l'exclusion d'une couche de plus en plus grande de la population.

Aujourd'hui, pour beaucoup, il ne s'agit plus de se battre pour l'augmentation du pouvoir d'achat, mais pour assurer leur survie. Dans ces conditions, nous assistons à l'émergence de luttes sur des thèmes tels que : le logement, les transports, l'alimentation, un revenu minimum garanti (luttes qui sont déjà vitales pour beaucoup de gens).

La Fédération anarchiste ne peut que se solidariser avec tous ceux qui, par ce type de résistance, refusent d'accepter cet état de chose, elle appuie les luttes pour la satisfaction des besoins de chacun. Mais, ne nous trompons pas : ce que cherche aujourd'hui la bourgeoisie, c'est légitimer ce nouvel ordre économique et social issu de la crise.

Plus que jamais, nous pensons qu'il est indispensable de rompre avec cette logique de restructuration du capitalisme. Pour nous, il est prioritaire de refuser les conditions que patronat et gouvernement nous imposent par un chantage à la crise. L'élargissement des luttes anticapitalistes associant travailleurs, chômeurs et précaires constitue aujourd'hui une nécessité impérieuse.

Cet élargissement des luttes de classes doit conduire à l'expropriation des détenteurs des moyens de production, à l'abolition du salariat, et à la gestion directe visant à l'égalité économique et sociale.

Fédération anarchiste

Motion sur les élections

Face à la montée des forces politiques totalitaires et à la dégradation des conditions de vie : chômage, pauvreté, conditions de travail, la participation aux élections va, encore une fois, être présentée comme la seule solution politique au chômage et à la misère.

La Fédération anarchiste réaffirme son opposition au système parlementaire et à la délégation de pouvoir incontrôlée qui fonde l'autorité de l'Etat et la soumission des individus.

C'est le système économique lui-même qu'il faut transformer. La Fédération anarchiste se prononce donc pour l'abstention révolutionnaire et pour la lutte émancipatrice dans les domaines sociaux et économiques.

Contre le bulletin de vote qui n'a jamais empêché l'installation d'un pouvoir autoritaire, nous savons que seule la lutte organisée des exploités est le moyen le plus efficace de transformation de la société.

Fédération anarchiste



Les anarcho-syndicalistes de la Fédération anarchiste ont, lors de son 43^e congrès, élaboré la motion suivante :

Tour d'horizon de la situation sociale

La fameuse crise du syndicalisme dont tout le monde parle ne semble pas avoir incité les diverses confédérations à changer d'attitude.

Suspecte d'alignement gouvernemental jusqu'en 1983, la C.G.T. a ensuite tenté de redorer son blason avec le retour à une ligne revendicative dure qui n'est en fait que le reflet fidèle de l'évolution du Parti communiste français. Si elle semble effectivement bénéficier d'un léger regain de popularité chez les travailleurs, comme en témoignent les dernières élections professionnelles, elle n'a pas pour autant réussi à briser l'image de syndicat courroie de transmission et n'a pas enrayer la chute du nombre de ses adhérents.

La C.F.D.T. poursuit plus que jamais dans la voie de ce qu'elle appelle l'« adaptation » qui la mène, après avoir joué le calme social sous la gauche, à se retrouver piégée par sa volonté modératrice entre un pouvoir qui frappe de plus en plus fort et une base de moins en moins convaincue. Considérée à juste titre comme le syndicat le plus engagé dans la collaboration gouvernementale sous la gauche, elle est la grande perdante de la période récente et voit décroître son influence après avoir rêvé de dépasser la C.G.T.

Force ouvrière poursuit tranquillement sa route entre la recherche d'un consensus social largement mis à mal par la dévalorisation de la politique contractuelle et les fréquents appels incantatoires à la raison pour éviter l'explosion sociale. Mais les sonneurs de tocsin évitent toujours de se lancer dans une bataille dont ils n'ont pas la volonté.

Quant à la F.E.N., elle se sent particulièrement menacée dans son existence, après la mise en cause du « Yalta syndical » de 1947, avec la création de syndicats F.O. dans l'enseignement. Cette nouvelle situation a poussé certains de ses dirigeants à engager dans le plus grand secret une réflexion sur l'avenir de la F.E.N., qui envisage sa transformation en une confédération de la fonction publique qui pourrait à l'occasion rassembler de larges fractions de F.O. et de la C.F.D.T., autour de quelques syndicats très puissants (impôts, police, etc.).

La situation revendicative

Les conflits sociaux de l'hiver ont remis en cause bien des certitudes. En premier lieu, le consensus social qui tendait à se renforcer sous les gouvernements de



gauche ne paraissait pas pouvoir être remis en question facilement, tant la politique sociale de la droite pouvait apparaître dans une certaine continuité, aussi bien sous l'aspect du recul du pouvoir d'achat des salariés que dans le domaine des attaques répétées contre la législation du travail. La diminution des mouvements de grève (moins de 1 million de journées de travail perdues en 1986, le niveau le plus bas depuis vingt ans) était analysé souvent comme le signe d'une évolution irréversible, tant par les dirigeants politiques que par certains syndicalistes.

Les mouvements sociaux récents ont donc montré que rien n'est irréversible et que l'esprit de révolte peut ressurgir au moment où on s'y attend le moins. Tous ceux qui élaboraient des théories douteuses sur la montée de l'individualisme social et la fin des grandes actions collectives et sur la nécessité de s'adapter à cette nouvelle réalité en sont donc pour leurs frais.

Il serait néanmoins prématuré de conclure à une remontée inexorable des luttes sociales, tant les aspects des mouvements récents sont parfois contradictoires. La longue grève des cheminots, tout comme la grève à la R.A.T.P., a révélé le côté corporatiste de certaines revendications très mobilisatrices. La volonté d'agir en dehors des confédérations syndicales procédait certes d'un souci légitime de ne pas se faire récupérer par des appareils largement discrédités et de maintenir l'unité la plus large à la base, mais cette attitude n'est

sans doute pas étrangère à ces réflexes corporatistes qui ont souvent mené, par exemple, à refuser une extension du mouvement à d'autres secteurs d'activités par peur de voir les revendications spécifiques à une catégorie bien précisée noyées dans la masse.

Les récentes formes de luttes présentent des aspects intéressants : le refus de la passivité et le souci unitaire en sont deux exemples, ainsi que l'organisation de coordinations nationales pour assurer la cohésion du mouvement. La résurgence de ces méthodes de luttes, qui s'apparentent fortement à l'idée de l'action directe que nous défendons, laisse entrevoir de larges possibilités de développer notre point de vue dans toutes les luttes sociales à venir.

Cela s'est vérifié au travers de la lutte engagée par les instituteurs sur un thème nettement anti-autoritaire. Le fait que le S.N.I. ait eu toutes les peines du monde à enterrer le mouvement ne peut que confirmer cette analyse. Il existe aujourd'hui une volonté de lutte sur des sujets aussi variés que les salaires, les rapports hiérarchiques dans le travail et la sauvegarde de la protection sociale. Il existe également des attaques du gouvernement pour démanteler les conventions collectives nationales et le statut de la fonction publique qui peuvent déboucher sur des mouvements importants.

Le rôle des anarcho-syndicalistes

Le débordement des confédérations syndicales ne doit cependant pas être analysé à la légère. Elles ont payé le tribut de leur passivité antérieure et de leurs refus d'action unitaire. Les travailleurs ne leur ont pas pardonné de continuer à faire passer leurs intérêts de boutique, qui s'apparentent trop souvent aux intérêts des fractions politiques, avant les intérêts des travailleurs dont elles sont sensées être l'expression ; mais ils n'ont pas pour autant condamné ces organisations en ne remettant pas en cause la nécessité de leur existence.

• **Pour l'action directe.** Les anarcho-syndicalistes continueront à développer cette idée qui ne signifie rien d'autre que la nécessité pour les travailleurs de décider eux-mêmes des actions qu'ils entendent mener et de la façon dont ils entendent les conduire à leur terme. Dans ce sens, les

anarcho-syndicalistes ne peuvent que se faire les interprètes du souci d'unité des travailleurs, aussi bien en développant ce thème dans leurs organisations syndicales respectives qu'en favorisant, chaque fois que la situation s'y prête, la mise en place de coordinations de lutte pour peu que ces structures répondent à une réelle volonté unitaire, de refus de toutes manipulations extérieures et qu'elles n'agissent pas à l'encontre des intérêts de l'ensemble des travailleurs.

• **Pour l'indépendance totale** des organisations syndicales à l'égard des partis politiques, des

Eglises, de l'Etat et du patronat. En agissant ainsi, les anarcho-syndicalistes ont conscience de contribuer à redonner aux travailleurs des outils de lutte permanents dont ils ont besoin. C'est dans ce sens qu'ils réaffirment leur volonté de ne jamais se comporter comme une fraction organisée à l'extérieur des syndicats, mais comme un courant de pensée portant le débat à l'intérieur des syndicats sur ses bases propres.

• **Pour le fédéralisme,** aussi bien au sein des organisations syndicales que des coordinations de lutte. Le respect de l'autonomie des structures de base, garant du pluralisme le plus large, constitue le meilleur moyen d'avancer dans le sens du renforcement de l'auto-organisation des travailleurs.

Conclusion

Quelle que soit l'organisation syndicale dans laquelle nous militons, nous devons essayer de développer les pratiques et les propositions anarcho-syndicalistes et ne pas jouer le jeu des appareils syndicaux.

Il faut rompre avec l'attitude de repli sur la seule défense des acquis qui conduit à une succession de défaites. Ce faites revendications immédiates, telle la réduction massive du temps de travail sans réduction de salaire, liées à des augmentations antihiérarchiques permettent de développer des mobilisations offensives.

Le projet de société anarchiste sert de guide à la pratique et aux propositions des anarcho-syndicalistes sur leurs lieux de travail.

Télégramme du congrès

La Fédération anarchiste française réunie en congrès à Angers les 6, 7 et 8 juin 1987 envoie son fraternel salut aux travailleurs en lutte de Puerto Real (Cadix) et soutient l'activité de la section syndicale C.N.T.-A.I.T. dans son combat pour le plein emploi.
Fédération anarchiste

Motion antinucléaire

La Fédération anarchiste a toujours dénoncé et lutté contre les dangers du nucléaire civil et militaire, dont les populations ont été récemment victimes.

Fidèles à ses principes, ses militants s'investissent dans le « Réseau pour un avenir sans nucléaire ». Ils agissent pour le désengagement complet du nucléaire et la promotion d'énergies dites douces. Ils feront tout pour que le mouvement antinucléaire renaissant ne soit pas compromis par des menées électorales. La Fédération anarchiste appelle à manifester le 20 juin, lors du rassemblement européen pour un avenir sans nucléaire.

Fédération anarchiste

Motion antimilitariste

Aujourd'hui, plus que jamais, l'armée est omniprésente et omnipotente ; aucun domaine de la vie économique et sociale n'échappe à son contrôle. La Fédération anarchiste réaffirme ses positions antimilitaristes et antipatriotiques, continue à dénoncer l'armée comme l'un des principaux piliers permettant à l'Etat d'assurer la pérennité du système.

Elle dénonce la répression qui s'abat sur les réfractaires. Elle appelle ses militants et plus généralement l'ensemble de la population à tout mettre en œuvre pour obtenir la libération d'Eric Hébert, insoûmis, actuellement incarcéré à la maison d'arrêt de Loos-ès-Lille et l'arrêt des poursuites contre tous ceux qui marquent en acte leur opposition à l'armée.

Fédération anarchiste

PROCÈS DE ERIC HÉBERT LE 1^{er} JUILLET 1987

43^e
congrès

Fédération anarchiste

VINGT ANS D'OCCUPATION

Palestiniens : entre le vote et la révolte...

VINGT ans déjà... Vingt ans qu'Israël impose sa dictature militaire sur les territoires occupés lors de la guerre des Six Jours. Vingt ans d'émeutes durement réprimées, vingt ans d'accrochages, de haine, de crainte entre juifs et Palestiniens. Vingt ans de négociations avortées, de solutions reportées, d'enlèvement accru à Gaza, à Jérusalem et en Cisjordanie.

A l'occasion de ce vingtième anniversaire, Hanna Siniora, directeur d'un journal pro-O.L.P. de Jérusalem, lance un pavé dans la mare (ou un pétard mouillé ?) en annonçant son intention de se présenter aux élections municipales. Qu'y a-t-il derrière le tollé quasi général qu'il a provoqué ?

Les réactions face à une candidature

Passons sur les réactions hystériques de l'extrême droite israélienne, qu'il faudra bien faire taire un jour. Il n'y a pas grand-chose à analyser dans les hurlements racistes de ceux qui n'admettent pas même le droit de vote des Arabes. Le Likoud (droite traditionnelle) est divisé sur la question : certains y voient, non sans raison, un acte d'allégeance aux occupants de Jérusalem-Est.

Les travaillistes, eux, estiment que « l'Etat cessera d'être un Etat juif ou sera irrémédiablement condamné à un régime d'apartheid ». Noble protestation, mais la gauche israélienne tenterait-elle de nier que la ségrégation est effective dans les territoires occupés, depuis exactement vingt ans ?

Hanna Siniora a été représentant à l'O.L.P. des Palestiniens de l'intérieur. Or, la fraction proche du F.P.L.P. a immédiatement refusé ce qu'elle considère comme une trahison. Après réflexion, l'ensemble de l'O.L.P. a rallié cette opinion.

Un Etat binational ?

La question cruciale des territoires occupés est-elle vraiment celle du vote ? Certes, depuis vingt ans, les Palestiniens boycottent les élections pour protester contre l'annexion. Seuls 12% d'entre eux ont pris part au dernier scrutin. De fait, on voit mal l'intérêt du vote alors que les candidats de l'O.L.P. ne peuvent pas se présenter aux élections.

Certes, Hanna Siniora ne se présente pas en tant que candidat de l'O.L.P. Mais son élection au conseil municipal de Jérusalem reviendrait à la situation de fait d'un territoire occupé (Jérusalem-Est) géré par des juifs et des Palestiniens. C'est bien le principe d'un Etat binational qui serait ainsi cautionné, même si Siniora jure ses grands dieux (il est chrétien) que sa candidature n'implique pas la reconnaissance de l'occupation.

En fait, Siniora représente la fraction aisée des Palestiniens, acceptant le compromis avec l'occupant pour parvenir, sinon au pouvoir, du moins à quelques uns de ses leviers. Quels points communs y a-t-il entre ce notable et les populations des camps de réfugiés ?

Ceux qui vivent l'occupation, non pas dans une salle de rédaction mais dans des campements sordides, n'auraient sans doute pas grand-chose à gagner à l'élec-

tion de Siniora (qui pense pourtant être en mesure de remporter 40% des suffrages à Jérusalem). Or, quelle issue peuvent-ils trouver, entre le vote, le refus et les émeutes dont ils ne peuvent que sortir perdants, compte tenu de la supériorité militaire israélienne ?

Hors des schémas étatiques et partisans

La seule lueur d'espoir provient de ces délégations israéliennes et palestiniennes qui se sont rencontrées récemment à Budapest, en dépit de l'interdiction du gouvernement. D'incidents méconnus, qui arrivent fréquemment, tel celui du kibboutz situé à deux kilomètres de la ville cis-jordanienne de Kelkila, dont les habitants ont pris

les armes contre le parti fasciste « Goush Emounin » pour protéger les populations palestiniennes.

Des journalistes israéliens qui, pour court-circuiter la censure en territoires occupés, reprennent à leur compte les arguments et les informations de leurs collègues palestiniens. Des centaines d'autres indices ne cadrant guère avec les schémas des Etats et des partis, mais qui, à cent lieues d'une conférence internationale fantôme ou de visées électorales, rompent le dialogue de sourds et le mur de haine, érigé il y a vingt ans déjà...

Pascale CHOISY

PAYS DE GALLES

La grande grève, deux ans après

dire qu'elle ressemble à la classe ouvrière polonaise en ce qu'elle n'a pas de perspectives à long terme. Elle se bat le dos au mur.

Appel au soutien international

Le courage et la confiance des militants que nous avons rencontrés contrastent avec la pauvreté de leur ville, leur isolement politique et surtout notre propre timidité à avancer dans la voie d'une union militante avec eux. Sur ce terrain, le travail à faire est immense.

STOLLY

PAYS DE GALLES

Une ville minière

Le Pays de Galles est une des régions les plus pauvres de la C.E.E. Le laminage des populations minières, entretenu par l'administration Thatcher, a fait que certains endroits sont comparables par leur niveau de vie à certaines contrées d'Italie du Sud. C'est au cœur de ce bassin minier, cruellement éprouvé par la grande grève (voir article ci-dessus), que l'équipe de rugby de la Régie Renault a entrepris de se rendre pour en découvrir avec les fameux Gallois.

Sans intérêt militant, à priori... Mais c'est le prétexte qu'une poignée de militants syndicalistes (de l'ex-comité de soutien aux mineurs britanniques) a trouvé pour exprimer une fois de plus son attachement à l'internationalisme vivant. Alors mettons les supporters de côté, le Pays de Galles c'est non seulement le ballon ovale, mais aussi la lutte au quotidien.

La pauvreté est omniprésente. Dans la crasse sur les murs, dans le manque de chaises autour de la table, dans le nombre incalculable d'heures travaillées (pour ceux qui ont la chance de ne pas être au chômage) et par la quantité impressionnante de bière avalée au traditionnel club. Abercromby (prononcez « abaircomeboy »), la ville où nous étions reçus, est construite autour d'une usine sidérurgique crachant ses flammes jour et nuit. Plus loin, à quelques miles, c'est la mine. Perdu dans la campagne, ce puits a eu la « chance » de ne pas avoir été fermé. La visite guidée par un permanent syndical, qui a choisi d'installer son bureau (où voisinent avec les informations syndicales des textes de soutien au Nicaragua et au peuple du Salvador) dans un obscur couloir, au carrefour des rencontres entre les équipes pour ainsi coller le mieux possible à la base, la visite, donc, nous a permis de découvrir un monde mythique et poussiéreux.

La descente au fond du puits

Première surprise : la descente est interdite aux femmes. Une militante, déjà harnachée, a été proprement refoulée et s'est vue formellement interdire la visite pour des raisons de sécurité. Sans doute, un vieux relent de machisme. Enfin c'est la descente dans le gouffre. L'ascenseur semble plus adapté à descendre du matériel peu fragile que des visiteurs occasionnels ou des ouvriers. Huit cents mètres plus bas, nous sommes enveloppés dans une odeur d'humidité et de poussière qui ne nous lâchera plus jusqu'à la remontée. Il est nécessaire pour atteindre le fond de marcher dans la boue, puis dans la terre, puis dans la boue. Tout cela pendant près d'une demi-heure, à la lumière des lampes où l'on devine une forte concentration de matières suspendues douteuses, attisées par les courants d'air omniprésents.

Les conditions de travail sont épouvantables, on s'en doute. Toute l'ingéniosité, toutes les trouvailles techniques ne peuvent mettre fin à ce type d'industrie. Nous avons été impressionnés, fatigués, intrigués par un monde inconnu. Pour les Gallois, c'est tous les jours qu'il faut descendre. Cet automne, ils viennent jouer au rugby chez nous. Dès à présent, nous pouvons commencer à organiser leur visite. Ils ont pris quelques années de Thatcher de plus. Ça mérite amplement la solidarité.

J.-P. GAULT

LE PAPE EN POLOGNE

Pour qui vole-t-il ?

Le pape est allé en Pologne ! Avant, il était allé au Chili... Avec Pinochet, on ne peut pas dire qu'ils se faisaient la bise à tout bout de champ, mais l'ambiance n'était pas si mauvaise entre eux que juste devant eux, entre ceux qui scandaient « Liberté ! Liberté ! », en espérant que le pape penserait à en toucher deux mots à cette vieille ordure de général (un bon chrétien, aux dires des intégristes), et les policiers qui les matraquaient. Tout le monde l'a remarqué, le pape et une grande partie des Chiliens n'avaient pas les mêmes motivations : ça jurait.

Les bons chrétiens n'avaient qu'à admettre que le pape ne fait pas de politique (comme si la neutralité existait) ou bien encore que son attitude lui était forcément dictée par Dieu ; je parierais bien que ces derniers, le jour venu, déposent tous le même bulletin dans l'urne...

Et voilà Jean-Paul II de retour dans la mère patrie ! Pour quoi faire ? Bien sûr, pour dire quelques messes par-ci par-là. Et gare aux sermons : le très saint père ne crache pas sur la politique ! S'adressant à ses ouailles comme s'il n'avait jamais quitté la Pologne (et Solidarité), le voilà parti à soutenir très explicitement Solidarité rurale en reformulant ses revendications, ce qui revient forcément à se positionner en opposition au régime totalitaire de Jaruzelski.

Ce n'est pas moi qui irai dire (ou écrire) que sa sainteté ment. Pourtant, j'ai relevé une phrase prononcée par le chef de l'Eglise catholique : « (...) ce mot de solidarité qui, aujourd'hui, roule comme une vague à travers le monde (...) ». Qu'on appelle ça de l'intoxe ou la méthode Coué, il reste qu'une telle intervention a du mal à passer pour politiquement neutre.

Cela n'est pas une révélation, mais cette intervention de Jean-Paul II dans la politique est partisane. Le Chili de Pinochet n'est-il pas si totalitaire qu'il faille s'y opposer aussi nettement ? C'est ce que semble penser Jean-Paul II, et si certains le croient encore infaillible, à n'en pas douter, c'est qu'ils espèrent retrouver Pinochet au paradis.

Elysard FRONTEUR



Et la solidarité avec le Chili ?

AUSTRALIE

Situation de l'anarchisme

Le texte que nous vous présentons ci-dessous a été rédigé par un militant de l'Anarcho Syndicalist Federation (A.S.F., adhérente à l'Association internationale des travailleurs) en voyage en Europe en mars dernier. En dehors d'un bref aperçu de la situation sociale et politique de l'Australie, il resitue la place du mouvement anarchiste australien comme force révolutionnaire, avec toutes ses interrogations et ses potentialités.

Relations internationales

Le mouvement anarchiste australien vient juste de vivre une année très active et des plus florissantes. Il reste maintenant à voir si cette impulsion sera décisive ou bien si elle s'éteindra. En mai 1986 a eu lieu la célébration du centenaire de l'anarchisme australien — en souvenir de la première organisation anarchiste en Australie : le Melbourne Anarchist Club, créé le 1^{er} mai 1886. Et aussi en souvenir des événements d'Haymarket, à Chicago, cette même année.

Plus de 400 anarchistes défilèrent à Melbourne le 1^{er} mai 1986, y compris des visiteurs du Japon, de Hong-Kong, de Belgique, d'Allemagne, de Suède, de Grande-Bretagne, d'Espagne, de Nouvelle-Zélande et des quatre coins de l'Australie. Pendant les trois jours suivants eurent lieu des conférences, un festi-

chiste australienne (1975-1976). La Fédération éclata principalement en raison des conflits entre les différentes tendances (anarcho-féministes, individualistes et syndicalistes). Beaucoup d'« anarchistes » et de « socialistes libertaires » de cette époque ont depuis disparu du mouvement. Certains sont devenus inactifs, d'autres se sont embrouillés dans la politique électorale — plus particulièrement dans la gauche socialiste du Parti travailliste australien (A.L.P.) et dans le parti des Verts.

Il est également triste de noter que dans la période post-1968, le jeune mouvement anarchiste autochtone — s'inspirant de la jeunesse des Etats-Unis, d'Angleterre et de France — échoua à établir des contacts avec les réfugiés venant d'Italie, de Bulgarie et d'Espagne. Beaucoup de ces vieux camarades sont morts



l'A.S.F. à Canberra, capitale nationale, existe un réseau d'anarchistes autour d'un certain nombre de groupes incluant un groupe anarcho-syndicaliste créé récemment, un groupe publiant un bulletin international d'information et un autre publiant une feuille : *The Canberra Crimes* (le titre est une plaisanterie faite à partir du nom d'un quotidien bourgeois, le *Canberra Times*).

Quelques publications...

Un magazine à parution occasionnelle, *Treason*, est publié sur la base d'une rotation de l'édition entre divers groupes dans différentes villes. A Melbourne, les Travaillistes libertaires pour une société autogestionnaire éditent un *Bulletin* international à parution occasionnelle et font une émission hebdomadaire de 30 minutes sur une radio communautaire.

Aujourd'hui continuent d'apparaître entre de tels groupes des différences du même type que celles qui existaient en 1976, ainsi que de nouveaux conflits. Beaucoup de femmes anarchistes refusent de travailler avec des groupes anarchistes. Beaucoup d'hommes anarchistes continuent d'avoir besoin de faire attention à leurs pratiques sexistes. L'importance de l'organisation anarchiste de la vie quotidienne a besoin d'être examinée, plutôt que d'être rejetée.

Il existe d'autres différences portant sur : quelle lutte anarchiste mener sur les lieux de travail, le rôle de la classe ouvrière dans la société contemporaine, est-ce que nous devons utiliser la propagande communiste anarchiste ou créer des groupes anarcho-syndicalistes ? A cause de ces différences, nous connaissons une situation où il existe seulement deux librairies anarchistes en Australie... distantes d'un kilomètre l'une de l'autre, alors qu'il n'en existe aucune autre à travers tout le pays !

Aujourd'hui, le mouvement anarchiste a fait un formidable pas en avant. Il y a des traces anti-autoritaires dans la culture australienne, provenant peut-être des origines de l'Australie blanche utilisée comme prison pour les agitateurs indésirables en Grande-Bretagne (Irlandais, pauvres, syndicalistes), mais ces tendances se manifestent plutôt de manière passive que par une résistance active.

Aperçu politique et social

Le taux de chômage est de 8%, il semble que cela commence à être accepté. La pauvreté augmente et touche plus particulièrement les femmes et les enfants. La plupart des parents uniques élevant seuls leurs enfants sont des femmes. En 1985, après une « décennie de féminisme », seulement 1% supplémentaire de femmes travaillaient par rapport à 1975. L'Australie est encore une société très sexiste, avec une combinaison mêlant le « machisme » des pionniers et les influences de récentes immigrations. Il existe un grand sentiment d'auto-satisfaction. L'Australie est vue comme un « pays chanceux » par beaucoup de gens et, même en dépit du fait que « tout le monde est soit mineur, soit fermier », l'économie australienne devient de plus en plus une économie du tiers monde.

La plupart des immigrants venus après la guerre (34 à 40% de la population) ont immigré pour des raisons économiques et ont une meilleure situation actuellement par rapport à leurs pays d'origine (Italie, Grèce, Europe du Nord, Yougoslavie, Indochine). Beaucoup d'entre eux sont également fortement anticommunistes et les migrants de gauche (Grèce, Amérique du Sud, etc.) étaient presque tous des communistes étatiques ou des sociaux-démocrates.

Les compagnies multinationales (américaines, japonaises, anglaises...) possèdent et contrôlent un pourcentage de plus en plus grand de l'économie. Aussi la droite fasciste est peu importante (mais avec des bases solides), les hommes d'affaires ultra-conservateurs et les politiciens sont sur l'offensive. Récemment le syndicat des bouchers a été poursuivi en justice pour avoir causé une perte de profits lors de la

grève d'une compagnie de conditionnement de viande. Les propriétaires gagnèrent ce procès.

Dans l'Etat du Nord du Queensland, le Premier ministre a interdit les piquets de grève, toute démonstration dans la rue et les marches. Les vieux ultra-conservateurs ont maintenant lancé une campagne pour concurrencer le gouvernement travailliste national et pousser les partis libéral-conservateur et national à être sur des positions de plus en plus à droite.

Les syndicats, inspirés du modèle britannique, dominent le mouvement ouvrier et sont alignés sur le Parti travailliste. Cependant, on observe des signes de plus en plus nombreux de militantisme de base. Parmi ceux-ci, beaucoup manifestent une résistance à la pression sur les conditions de travail et de vie à travers un contrat social (« *The Accord* »). Cette mesure et d'autres sont soutenues par le Parti travailliste pour prouver qu'il est « le meilleur gestionnaire d'un capitalisme en crise ».

La désillusion envers les gouvernements, qu'ils soient nationaux ou fédéraux, va croissant, parce qu'ils ont :

- attaqué les syndicats, par exemple : criminalisé les militants du B.L.F. (syndicat du bâtiment) ;
- maintenu les bases stratégiques américaines et les visites des navires nucléaires dans les ports australiens (faisant de l'Australie une cible nucléaire) ;
- repris les ventes d'uranium à la France, en dépit de la poursuite des essais nucléaires dans le Pacifique ;
- échoué dans l'octroi de droits territoriaux aux peuples aborigènes, dépossédés, pour ne pas mécontenter les grosses compagnies minières.

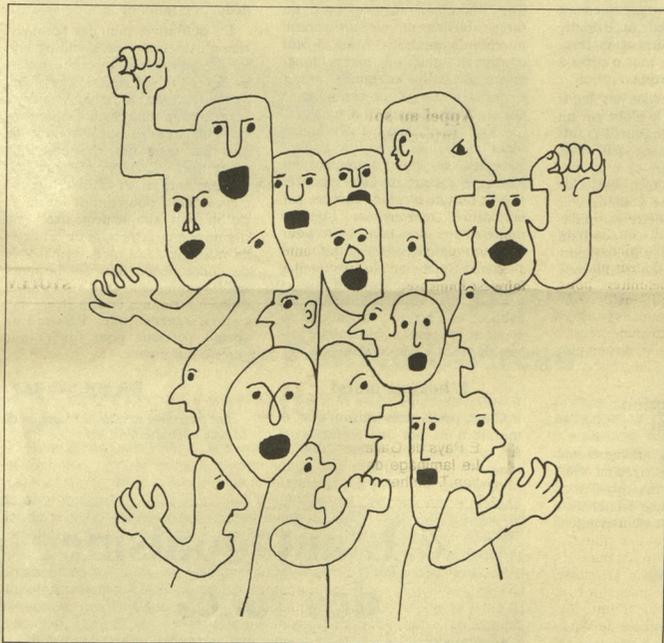
Le vote est obligatoire en Australie, mais fréquemment 30% ou plus de la population refusent de voter ou s'abstiennent — et ce plus particulièrement dans les circonscriptions ouvrières.

La place du mouvement anarchiste

Le mouvement anarchiste pourrait constituer une force importante dans une résistance plus active et plus indépendante du système politique. Mais, à mon avis, cela ne sera pas possible tant que l'on ne reconnaîtra pas le besoin d'un lien plus fort entre, d'une part, les expériences d'oppression individuelles et leurs solutions spécifiques (écologie, antinucléaire, logement, etc.) et, d'autre part, l'analyse anarchiste nécessaire des classes et du pouvoir, du capitalisme et de l'Etat.

Parallèlement à tout cela, il y a le besoin d'une organisation anarchiste authentique, fondée sur des assemblées souveraines, la délégation et la responsabilité. L'existence de groupes capables d'une activité soutenue et engagée dans une organisation fédérale est nécessaire. Un tel développement, tant théorique que pratique, constitue une chance d'aller de l'avant. Durant l'année écoulée, il y a eu beaucoup d'évolutions positives pour l'anarchisme en Australie, mais le futur reste à construire.

CLIFF



val de films, des activités pour enfants, des activités culturelles et des expositions. A la fin, quelque 3 000 personnes y avaient participé. Cette célébration, organisée par des individus et des groupes de tendances variées, fut un grand succès.

Un certain nombre d'initiatives ont émergé de cette célébration :

- un centre d'archivage de films anarchistes pour conserver et présenter des films et des vidéos ;
- un nouveau groupe anarchiste à Sydney ;
- une coalition antiélectorale appelée : « Anarchistes pour une démocratie directe » ;
- une section de l'Anarchist Black Cross (Croix noire anarchiste) à Melbourne, qui a entamé ses activités avec le cas Omori.

Les différentes composantes

Juste avant cette célébration, en janvier 1986, fut créée la Fédération anarcho-syndicaliste (A.S.F.). L'A.S.F., qui se compose de trois groupes, publie le seul journal à parution régulière en Australie : *Rebel Worker* (mensuel). Régulièrement, elle projette des films et tient des discussions à Sydney et à Melbourne. L'A.S.F. s'est également investie dans le soutien aux travailleurs de la Fédération du bâtiment (B.L.F.) et dans la récente grève des infirmières de l'Etat de Victoria. Il faut citer également qu'une section des travailleurs des transports publie une petite revue bimensuelle : *Spunks*.

Cela représente une explosion d'activités en comparaison avec les années 1976-1985, après l'effondrement de l'éphémère Fédération anar-

chiste australienne (1975-1976). La Fédération éclata principalement en raison des conflits entre les différentes tendances (anarcho-féministes, individualistes et syndicalistes).

Aujourd'hui, il y a encore beaucoup de divisions. Un nombre important de personnes se proclamant « anarchistes » sont avant tout intéressées par des solutions individuelles de « style de vie » (punks, végétariens, écologistes, etc.), rejetant toutes formes d'organisation. D'autres agissent dans des groupes « anti-autoritaires » larges, investis dans des activités féministes, pacifistes, écologistes, de squats, etc.

Pendant un temps, il y eut des aspects positifs à ces « ouvertures », beaucoup de ces camarades rompaient avec l'idée qu'il fallait nécessairement travailler à partir de processus, d'idées et de buts strictement anarchistes. Comme ils devaient de temps en temps travailler avec des gens non anarchistes, certains de ces groupes se dirigèrent vers un séparatisme féministe, vers un certain réformisme ou libéralisme.

Ces groupes sont généralement petits, avec des membres très mouvants. Souvent leurs adhérents rejettent l'anarchisme de lutte de classes, préférant fonder leur analyse sur les seules expériences personnelles d'oppression et leur solution spécifique. Cela rend impossible la constitution d'une fédération large, ainsi qu'un accord sur le terrain des idées. Mais peu de gens parmi eux se préoccupent de ces choses-là !

Pourtant, il existe quelques groupes qui sont plus clairement anarchistes dans leurs structures et dans leurs orientations. En dehors de

« ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE »

A propos du mot « Race »

DANS l'*Encyclopédie anarchiste*, on retrouve les préoccupations et les réflexions des anarchistes entre les deux guerres. Au mot « racisme » (problème actuel s'il en est), nous ne trouvons rien ; c'est au mot « Race » que Elie Soubeyran, un demi siècle avant d'autres, démontre brièvement qu'il n'y a pas de race supérieure. Le problème du racisme était peut-être moins « aigu » qu'à notre époque, on en était aux dissertations philosophiques sur l'ori-

gine de l'homme. Le « slogan » « *Les travailleurs n'ont pas de patrie* » avait peut-être plus de résonance qu'aujourd'hui, bien que les flambées patriotardes de la Première Guerre mondiale aient montré qu'il y avait, pour certains, une grande différence entre la réalité et les textes.

Dans la France des années 30, l'Anti-France n'était pas encore constituée de travailleurs immigrés. L'ennemi de la

« race française » était pour la droite et l'extrême droite principalement le juif, la montée du fascisme en Allemagne et en Italie aboutira au génocide que l'on sait. L'antisémitisme comme le racisme pose comme corollaire l'inégalité des races. Elie Soubeyran, lui, affirme le contraire !

Le comité de rédaction

ELIE SOUBEYRAN

Les « races » et la société rationnelle

Le mot race paraît tirer son étymologie de l'allemand *regal-ligne* ; pour d'autres, c'est à l'italien *razza* qu'il se rapporte. En français il représente la lignée d'une même famille, d'un peuple ou d'une région plus ou moins étendue. Pour faciliter les recherches d'ordre physique, on applique le mot race aux animaux aussi bien qu'aux hommes. Tout

sérieusement au point de vue socialiste et c'est la raison qui nous incite à entrer dans un développement de notre pensée sur ce sujet. S'il ne s'agit, par le mot race, que d'exprimer le caractère distinctif d'un peuple, caractère dérivant de ses dispositions organiques et dû au climat où ce peuple vit, aussi bien qu'à des habitudes que les siècles ont consacrées et qui le portent à concevoir les choses et à résonner sur elles dans un sens particulier, le terme race a une valeur admissible.

En présentant la valeur du mot race d'après ce qui précède, nous verrons qu'il y a des peuples et des races plus ou moins lents ou vifs d'allure, d'autres graves ou badins, constants ou légers, économes ou prodigues, guerriers ou pacifiques, d'autres conquérants, d'autres pacificateurs, organisateurs ; enfin d'autres chasseurs, bergers, nomades, cultivateurs, industriels, etc., etc. Le même raisonnement nous montrera qu'il y a des races d'hommes de toutes nuances, à cheveux

plus ou moins foncés, plats, crépus ou frisés et des parties de l'organisme plus ou moins améliorées dans le sens de la civilisation.

Race et différences

Si, quittant ces considérations qui se rapportent d'avantage à l'ordre social, nous voulons donner au mot *race* la signification de peuple *essentiellement* différent des autres peuples physiquement, organiquement destiné à être trompeur ou trompé, méchant ou bon, maître ou esclave, nous verrons que ce mot n'offre à l'esprit qu'une absurdité.

Nous ne rechercherons pas, ici, si l'homme a paru sur le globe par un seul couple ou par plusieurs à la fois et en différents lieux ; cela nous mènerait trop loin et ce n'est pas nécessaire pour le bien-fondé de notre thèse. Nous ne voulons voir dans l'homme que l'être raisonnable qui se manifeste à son prochain par le sentiment qu'il a de son existence, qui préside à son intelligence

et en permet la manifestation pour son usage exclusif.

Il en est ainsi parce qu'il n'y a, pour l'homme, qu'un raisonnement, comme il n'y a qu'une raison pour l'orienter vers le progrès, le bien et la pratique de la justice vis-à-vis de tous et de chacun. Sans doute, selon les races, certains organismes différent, mais cette circonstance et celles qui, du dehors, facilitent ou contrarient son action font que l'homme raisonne plus ou moins facilement sur un certain nombre de questions. Ainsi, il peut conserver, plus ou moins longtemps, à travers les générations et les événements, l'impression et le souvenir des idées qu'il a acquises.

L'empirisme, comme développement intellectuel, aboutit à ce résultat. S'il en était autrement, si l'homme caractérisé par les races n'était qu'une *machine* agencée par la nature, représentant l'unique matière combinée, fatalement, pour le mouvement particulier qui s'appelle *vie* et pour le *fonctionnement spécial* qu'on nomme raisonnement, tout serait déterminé, par avance, et l'action individuelle ne serait qu'un résultat mécanique inévitable, même non modifiable.

profitable aux puissants, aux déterminés supérieurs. L'homme morale ne dépend plus de l'influence de sa race, que l'on pourrait prétendre son *essence* supérieure et différente de celle des autres races. En nous reportant toujours au mot *race*, et par suite à celui d'homme, nous verrons qu'il ne peut y avoir de *conscience*, au sens exact du mot, sans idées, point d'idées sans travail intellectuel de comparaison et de déduction rationnelle.

En définitive, pour les hommes, rien n'existerait socialement parlant sans le raisonnement, comme c'est le cas pour les autres êtres. Or, l'expérience qu'on aime à mettre à contribution dans les milieux avancés nous prouve que l'homme ne naît pas avec des raisonnements déterminés. Ainsi l'expérience, le raisonnement et l'intelligence s'accordent pour nous prouver qu'on naît simplement avec son organisme et la *faculté* de sentir et de raisonner. Les races, et par voie de conséquence tous les hommes qui les composent, sont *susceptibles* de bien raisonner et de s'élever aux connaissances que l'harmonie sociale nécessite pour fonder une société rationnelle.

L'homme moral

C'est pour cette raison que la morale n'est pas une sottise seule

Elie SOUBEYRAN.

Les intertitres sont de la rédaction du Monde libertaire (N.D.R.).



particulièrement nous nous intéresserons au mot race relativement aux diverses variétés de l'espèce humaine, telles que races blanche, jaune, rouge et noire, sans oublier qu'il existe une infinité de races de couleurs intermédiaires. Au figuré, l'on parle quelquefois de race quand il s'agit de désigner certaines catégories d'hommes ayant une profession ou une inclination commune.

Caractère distinctif

Ces définitions ont pour but de simplifier le sens à accorder au mot race dans les divers emplois que l'on en fait. Le mot race nous intéresse



« L'antagonisme des races »

LES hommes appartiennent-ils à une ou à plusieurs espèces originelles ? On discute beaucoup sur ce sujet : pour les *polygénistes*, les hommes descendraient de plusieurs espèces apparues sur divers points du globe ; pour les *monogénistes*, au contraire, ils proviendraient tous d'un type unique. Couleur de la peau, aspect des cheveux, forme du crâne, des yeux, du nez permettent de distinguer aisément les grandes races humaines ; mais il a fallu de longues et pénibles recherches pour établir scientifiquement les principaux groupes et sous-groupes qu'elles comportent.

L'antagonisme des races, dont parlent si souvent les écrivains patriotes, n'a d'autre raison d'être que la volonté des chefs et l'intérêt des marchands de canons. Parce qu'ils diffèrent par leurs aptitudes, leurs goûts et maintes particularités physiques, les hommes n'ont pas besoin de se quereller et de se battre. « *Vigne et blé noir ne poussent pas dans les mêmes terres : un laboureur habile diversifie les cultures selon le sol et le climat. Mais c'est l'accord harmonieux des peuples, non la lutte de chacun contre tous, qui s'impose au degré d'évolution où nous sommes* » (Pour l'Ere du Cœur).

Les racines d'un mal profond

Dans l'explication de l'histoire, certains penseurs attribuent une importance capitale à la question des races. Selon Taine, race, milieu, moment suffisent à rendre compte des œuvres d'art, de la littérature, de l'histoire. Gobineau, au XIX^e siècle, a émis des idées sur les races qui furent plutôt mal accueillies en France, mais qui lui ont valu une réputation durable. Il croit à la supériorité des races nordiques et à la décadence des races latines. Très aristocrate, adversaire des théories démocratiques, ayant une haute idée des peuples germaniques, Gobineau, qui était diplomate de carrière, trouva de bonne heure des partisans en Allemagne. Chez nous, ses ouvrages obtinrent un succès d'estime dans un cercle très restreint. Durant la guerre de 1914-1918, on a parfois rappelé sa mémoire, mais en condamnant ses conceptions. Quelques penseurs continuent néanmoins d'avoir pour lui une estime profonde.

(extrait de l'« Encyclopédie anarchiste »)

PUNK-ROCK Musiques et fanzines

TOUT d'abord, rendons hommage à Jean-Pierre de *On a faim !*, le célèbre fanzine rouennais ! Les yeux rougis par le manque de sommeil, shooté à la vitamine C, il s'est enfermé dans l'immense laboratoire de O.A.F. (c'est-à-dire sa cuisine) et, après des nuits blanches, en a sorti deux petits bijoux...

À écouter, un enregistrement totalement loufoque du concert des Ludwig von 88 à Dieppe, avec, une fois encore, un son impeccable (1). Une vingtaine de morceaux plus délirants, plus absurdes les uns que les autres. Des morceaux désormais d'anthologie comme *Libanais raide*, *Bilbao*, *H.L.M.* (Renaud peut aller élever des chèvres en Ardèche, après ça !), *Les 3 p'tits keupons* qui n'ont pas peur du grand méchant Pasqua, *Pololop* (les Iroquois aux cheveux verts qui organisent un sabbat dans un cimetière), etc. Et des nouvelles chansons : *Tuez-les tous*, *Louison Bobet for ever* (si, si !), *Les blups attaquent la plage* (histoire fantastique que Spielberg a renoncé à filmer), *3 millions d'amis* (saga animalière que le jeu, dit-on, Chantal Goya à l'alcoolisme), etc.



Avec au détour des chansons, en vrac : la guerre du Viêt-nam, Patrick Sabatier ça-va-fort, Eddie Cochran, les insoumis (salut Eric !), les bébés phoques, les crêpes suzettes, Albin Chalandon, des kangourous, William Cramps, tueur de bouchers, Roger Hart et Donald Cardwell, les bonbons Haribo, le napalm... Assez, je n'en peux plus ! Assez !

Pour la petite histoire, les Ludwig von 88 ont réalisé un tour de force, lors de leur concert à Cergy-Pontoise : les flics ayant fait couper le courant, ils ont continué à jouer dans le noir, sans micro et en plein air avant que les lacrymos aient raison de leur ténacité (et de la nôtre !).

Est-ce bien raisonnable ?

A lire, ensuite, les 10 dernières notes de *Crass* (2), une brochure où le groupe anarcho-punk *Crass* explique sa décision d'arrêter une activité qui durait depuis 1977 et ses projets pour maintenant (label indépendant, édition de livres anarchis-

tes et pacifistes) et les choix de chaque membre du groupe (peinture, cinéma, etc.). Dans cette brochure, *Crass* raconte ses plus beaux coups, comme cet enregistrement truqué d'une conversation entre Thatcher et Reagan pendant la guerre des Malouines qui fut envoyée à la presse internationale et mise sur le compte des saboteurs du K.G.B. !

Pour finir, la sortie du n° 3 de *Est-ce bien raisonnable ?*, fanzine parisien (3), qui propose cette fois un numéro très international : un texte de Jello Biafra qui remet quelques pendules à l'heure, un aperçu de la scène punk de Californie, des interviews de The Brigade, Annie Anxiety, S.N.F.U. (groupe canadien), une présentation de la librairie anarchiste Nabate (à Liège), l'Afrique du Sud un pays en ébullition, plus des nouvelles, des dessins, des infos sur la scène rock alternative, les labels, etc. Un numéro à ne pas manquer, donc !

GIL

(1) Ludwig von 88 en concert, 35 F (port compris), à commander à On a faim !, 9, Impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray (en vente à la librairie du Monde libertaire à la rentrée).

(2) *Crass*, Les 10 dernières notes, 6 F (à commander à O.A.F.).

(3) *Est-ce bien raisonnable ?* n° 3, 8 F, à commander à : « Samedi Soir, dimanche matin » (sans autre mention), B.P. 22, 75660 Paris cedex 14. Elle est également en vente à la librairie du Monde libertaire.

CINÉMA

« Hôtel de France » de Patrice Chéreau

CE mélodrame est inspiré d'une pièce de Tchekhov : *Ce fou de Platonov*. Toute l'histoire du drame se situe autour de Michel qui est un homme fier et passionné. Ce héros s'est doté du double masque du démon et de l'ange, il brûlera son âme au soleil de la vie.

En effet, c'est à cause de sa passion effrénée de la vie qu'il abhorre la médiocrité, la cupidité et l'injustice. La balance entre la haine et l'amour sera constamment déséquilibrée, chacun renforçant l'autre de sa propre force. Michel correspond tout à fait à ces héros russes qui mêlaient l'amour de la vie avec le désespoir de vivre, et où leur âme ravagée et meurtrie erre dans ce monde sans soleil.

Les personnages de ce film sont ce mélange de souffrance et de tendresse qui rend l'univers de Tchekhov proche du nôtre. Ces créatures qui se déchirent, elles nous ressemblent, nous avons le même cœur. Et si à la fin du film, Michel accepte le châtimement corporel, sans esquiver la moindre défense, c'est bien parce qu'il se sait coupable. Mais ce damné refuse le pardon et l'espoir. Il ira donc jusqu'à la mort, portant son tragique fardeau de solitude et de souffrance.

Dans les *Possédés* de Dostoïevski, Nicolas Stavroguine supporte les pires humiliations pour assumer sa faute. Dans *Prométhée enchaîné* d'Eschyle, Prométhée déclare, ivre de douleur, que « Nul malheur sur moi que je n'ai prévu ». Michel doit donc payer son lourd tribut au monde absurde.

Cette pièce reste très actuelle car la nature humaine y est relatée avec beaucoup de vérité. De plus, elle met en scène des âmes déchirées ou mortes, incapables

d'aimer et souffrant de ne pouvoir le faire, ne voulant et ne pouvant pas croire.

Enfin, *Hôtel de France* a été filmé très théâtralement. On sent très bien la maturité dramatique de Patrice Chéreau qui a poussé ses acteurs, qui composent la troupe du Théâtre des Amandiers, jusqu'à leurs derniers retranchements. Rappelons pour finir cette

phrase d'Albert Camus : « Nous appartenons déjà à ce peuple qui s'achemine, sous le regard amer des inquisiteurs, vers cette impossible innocence ». Ces possédés sont foudroyés pour avoir cru aux valeurs. Ce grand spectacle est à la mesure du désespoir humain.

FRANCK
(Gr. Pierre-Besnard)

BLUES

Big Bill Broonzy

« J'AI commencé la lecture du livre il y a quelques jours à peine, et cela m'a immédiatement captivé. C'est tellement simple, si sincère, si vrai, animé partout de bienveillance à l'égard des hommes, des femmes et de la vie même. J'espère que vous direz à Bill tout le plaisir que j'ai eu à l'entendre parler — car c'est cela exactement — un livre qui parle ! Ce qui est le meilleur des livres ! (...) Comment avez-vous fait pour saisir le langage de Bill avec tant de justesse ? Quel exploit ! ». C'était le 7 octobre 1956 qu'Henry Miller écrivait ces lignes à Yannick Buryngoghe, au sujet des récits autobiographiques de Big Bill Broonzy (*Ma vie, Mes blues, Mes amis*) parus en 1955.

Les quelques critiques que l'on pourrait apporter à ce livre ont été faites maintes fois : inexactitude de certains faits, embellissement d'autres, mais l'enthousiasme qui se dégage de ces pages corrigera le fait que Big Bill ait vieilli. Sleepy John Estes (1) de 30 ans, ou qu'il n'est pas été très longtemps paysan dans son Arkansas natal !

La réédition de *Big Bill Blues* par les éditions Ludd (2) est augmentée de *La vérité sur le blues* (textes de Big Bill Broonzy inédits en français, traduits par Margo Buryngoghe) et de la première discographie complète de Big Bill, établie par Léon Diercks. Deux cents soixante douze pages réhaussées par dix photographies pour la plupart inédites, autant de bonnes raisons pour tout amateur de blues de se procurer *Big Bill Blues*, dont la dernière édition aux Etats-Unis avait été faite en 1964. Cela nous changera (sans vouloir vraiment tous les critiquer...) des dissertations académiques sur la musique des Noirs, là c'est du direct, c'est Big Bill qui vous cause !

THIERRY (Emission « Blues en liberté »)

(1) Chanteur de blues de Memphis.

(2) *Big Bill Blues*, éditions Ludd, en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 95 F.

Programmes de Radio-Libertaire

Jeu 18 juin

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : les « jamaïques » de Skip à Elmore, en passant par Clifton et d'autres !
« Femmes libres » (12 h à 14 h) : les femmes et la religion.
« Enlivrez-vous » (16 h à 17 h 30) : avec Michèle Garier, traductrice du livre de Montalban.
« Jazz en liberté » (à partir de 22 h 30) : avec comédien Philippe Petit, guitariste.

Vend 19 juin

« 89.4 le matin » (10 h 30 à 12 h 15) : commentaires à chaud et musiques à froid.
« H. comme hasard » (12 h 15 à 14 h) : la science théâtralisée, avec Paul Caro.
« L'Invisible quotidien » (19 h à 21 h) : le monde associatif en psychiatrie pour les mineurs (Marcelle Sanqueur de la Ligue des droits de l'homme).

Samedi 20 juin

« Nuit pacifiste » (à partir de 1 h) : pour éclairer le pacifisme et réveiller l'antimilitarisme !
« Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : le congrès du C.R.S. (Santé régionale), la prévention dans le 93, la situation en France.
« De bouche à oreilles » (14 h 30 à 16 h) : Yvan Dautin et Yves Palagan.
« Micro-climat » (16 h à 17 h 30) : reportage en direct de la manifestation antinucléaire.
« Epsilonïa » (17 h 30 à 19 h) : Jean-Louis Costes de « Costes cassettes » parle du Mail art, réseau international de cassettes fous.

Dimanche 21 juin

« Hua y quang bo » (8 h à 10 h) : émission en langue chinoise.
« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : le festival de bluegrass d'Angers.
« La fiancée de M. Spock » (16 h à 17 h 30) : avec Pascal Gemelli pour « Les poisons de Beaubourg ».
« Rouge profond » (20 h 30 à 22 h 30) : émission sur le fantastique, à propos du festival du film fantastique aux Rex, les mutations dans le fantastique.

Lundi 22 juin

« Chronique du lundi » (9 h à 12 h) : revue de presse, commentaires d'actualité et musique.
« Graffiti » (14 h à 16 h 30) : émission spéciale pour le deuxième vernissage de l'exposition « Ephemirite ».
« Histoires courtes » (15 h à 16 h 30) : contes et nouvelles.
« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : revue de presse.
« Radio libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : les dernières élections en Espagne.

Mardi 23 juin

« Music-Hall » (10 h à 12 h) : l'émission du Théâtre libertaire de Paris.
« A bâtons rompus » (20 h 30 à 22 h 30) : pour le plaisir, cette dernière émission sera consacrée au jazz de la Nouvelle-Orléans (invité : Gérard Conte).

Mercredi 24 juin

« Musique sur tous les toits » (10 h à 12 h) : deux heures de pause classique avec Jean Sibellius.
« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : Merlin l'enfanteur (il essaie de faire des miracles en accouchant ses patientes), avec Monique Dagnaud et Dominique Mehl, chercheurs au C.N.R.S.



NOUVELLE-CALÉDONIE

« Les grandes manœuvres »

Le 16 mars 1986, la droite triomphante reprenait les rênes du pouvoir. Pour la Kanaky, après une brève période d'incertitude, l'objectif apparut clairement. Il s'agissait de reprendre fermement en main l'avenir de ce territoire. La politique suivie par le pouvoir était de réduire et de discréditer le mouvement indépendantiste. Il fallait contraindre le F.L.N.K.S. à participer au référendum et, dans le cas contraire, éviter de nouveaux troubles afin que la présence française soit légitimée au plan international.

Pour arriver à cette fin, une offensive d'envergure a été déclenchée, par le pouvoir, ne négligeant aucun aspect.

Tous les moyens sont bons...

L'île est sous la botte de l'armée coloniale : 6 000 hommes quadrillent le territoire, soit un soldat pour 10 Kanaks ! Patrouilles, barrages routiers, intimidations, provocations... telles sont les méthodes militaires. Les villages kanaks sont littéralement occupés par l'armée, sous prétexte de pacification ou d'aide à la population.

A son époque, la gauche — en la personne de C. Hernu — avait annoncé, en mai 1985, la construction d'une base stratégique à Nouméa dans le cadre du projet « d'indépendance-association ». Aujourd'hui, bien que cette réalisation semble quelque peu en sommeil, elle n'est pas abandonnée pour autant. Durant l'été 1986, J. Chirac confirma que « le projet serait maintenu ».

On dénombre actuellement une soixantaine de Kanaks emprisonnés au Camp-Est, prison de Nouméa, tandis que les terroristes d'extrême droite n'ont guère à craindre des autorités. Les responsables du massacre de Hienghène ont bénéficié d'un non-lieu, le 29 septembre 1986, qui fut annulé deux mois plus tard. Depuis, la procédure semble quelque peu s'éterniser...

A la suite des affrontements de Thio, en novembre dernier, de nombreux Mélanésiens furent arrêtés. Le 3 avril, le verdict confirma la condamnation des 22 inculpés (dont 5 Européens) :

- Virgilio Toura, 2 ans de prison, dont 6 mois avec sursis ;
- M.-F. Machoro, L. Mouldous, L. Tournabien, 15 mois de prison, dont 3 avec sursis ;
- B. Mouldous, 15 mois de prison, dont 5 avec sursis ;
- D. Gosselin, 12 mois de prison, dont 6 avec sursis ;
- les 16 autres inculpés eurent des peines plus légères ou furent relaxés.

A titre d'exemple, citons l'incident de Paouta (côte Ouest). La gendarmerie arrêta un groupe de Caldoches qui venait d'incendier des voitures et des maisons appartenant à des Mélanésiens. Suite à un ordre de Nouméa, ils furent immédiatement relâchés...



Un militaire pour dix Kanaks !

Dès l'arrivée de la droite au gouvernement, le pouvoir gestionnaire et politique conquis par le F.L.N.K.S. dans trois régions de l'île fut transféré au Haut Commissaire. Ce fut la première phase d'un processus dont le but est d'étouffer les institutions régionales par de multiples moyens administratifs (retard, blocage des dossiers, non respect d'engagement financier, etc.), tandis que la région de Nouméa (française) bénéficie de nombreuses aides. Tout ceci en attendant un redécoupage des régions en faveur du R.P.C.R.

Parallèlement se déroule une offensive libérale. La prétendue relance économique n'est, en réalité, que la reprise de la spéculation (immobilier, import-export...). La défiscalisation des entreprises, la suppression de l'impôt, le démantèlement de la législation du travail, la mainmise sur tous les organismes économiques favorisent toujours plus les privilégiés de Nouméa.

La volonté de créer, sur la côte Est, autour de Poindinié, un nouveau centre urbain « pour rééquilibrer le port de Nouméa », selon le ministre des D.O.M.-T.O.M., B. Pons, dévoile la volonté de tenir en tenaille les régions peuplées de Kanaks.

Diviser pour régner

Jouer les communes contre les régions-Fabius en leur offrant directement des contrats. Ceci est illustré par l'invitation faite par Premier Ministre, lors de son séjour en Nouvelle-Calédonie, afin de discuter « des moyens de redressement du territoire ». Le 3 octobre 1986, les 15 maires du F.L.N.K.S. refusèrent une telle invitation pour protester contre le non-lieu de Hienghène et déclarer leur « opposition générale à la politique du gouvernement marquée par la recolonisation des terres et le jeu des communes contre les régions ».

Jouer les contradictions au sein du F.L.N.K.S. entre modérés et extrémistes. Amener dans son orbite le L.K.S. (Libération kanak socialiste) et le P.F.K. (Parti fédéral kanak) sur des thèses favorables à Paris. Le contraire se produisit, les deux organisations se rapprochèrent du F.L.N.K.S.

Tentatives d'opposer certains chefs coutumiers au F.L.N.K.S. à l'aide de dons. Accusé de telles pratiques, le 23 février dernier, le directeur-adjoint du cabinet du ministre des D.O.M.-T.O.M. annonça qu'il ne s'agissait que « d'une aide humanitaire parfaitement ouverte » réalisée sur la demande de ces chefs.

Ecarter la population du projet indépendantiste. Lors d'une récente visite sur l'île, B. Pons adressa aux Kanaks loyalistes le message sui-

vant : « Allez prêcher la bonne parole, tournez-vous vers vos frères et vos sœurs qui ont été intoxiqués par des Européens membres de la Ligue communiste révolutionnaire venus en Nouvelle-Calédonie développer une pensée marxiste et une idéologie totalitaire »

Une désinformation continue

Déjà avant son arrivée au gouvernement, J. Chirac déclarait qu'il n'était « pas question d'encourager en Calédonie les menées d'une poignée de terroristes et d'ignorer une majorité

de Français qui ont manifesté leur courage, leur fidélité à la République ».

Le 8 février, le Premier Ministre accusait le F.L.N.K.S. de « terroriser » certaines tribus tandis que B. Pons voulait empêcher à « une minorité d'imposer sa loi » et proclamait que « La France était profondément respectueuse des coutumes ». J. Chirac, devant l'Assemblée nationale le 2 avril 1986, déclarait : « Nous sommes déterminés à assurer à nos concitoyens d'outre-mer, qui en ont fait le choix, dans l'ordre et la sécurité, leur avenir dans la France, une France, qui sans eux, serait loin d'être ce qu'elle est aujourd'hui ».

En janvier, B. Pons se félicitait : « La situation en Nouvelle-Calédonie s'améliore de jour en jour, en ce qui concerne le développement économique, les créations d'emplois, la sécurité publique, les rapports du Haut Commissaire avec toutes les composantes de la communauté calédonienne ». A son retour du « Cailou », il nous fait part de la nouvelle ambiance qui règne : « Le climat a complètement changé (...). A la période de lassitude générale, de doute et d'incertitude succède une période de retour à la confiance et un certain optimisme ». Selon lui, les comités de lutte F.L.N.K.S. auraient « de moins en moins d'audience ». Sa représentativité est ainsi clairement niée.

Selon le ministre des D.O.M.-T.O.M., la Nouvelle-Calédonie n'a pas à être décolonisée, puisqu'elle n'aurait jamais été colonisée. Il va même plus loin : « Il n'y a pas deux communautés opposées l'une à l'autre mais une seule chose, la communauté calédonienne composée d'une mosaïque d'ethnies qui se sont retrouvées là au cours des siècles, la plus importante n'étant pas mélanésienne, mais métié ». La notion de peuple kanak « est un sous-produit de la dialectique marxiste et de l'idéologie tiers-mondiste ». Il fallait y penser non ?

L'arsenal du gouvernement, tant au niveau répressif, politique ou tout simplement médiatique est donc en place pour préserver le statu quo. Récemment, le ministre des D.O.M.-T.O.M. a annoncé un possible report du scrutin d'autodétermination pour septembre ou novembre prochain. Qu'importe ! une seule chose est sûre, c'est sur le terrain, là-bas, et ici en France, que se jouera l'avenir de la Kanaky, que nous obligerons l'Etat français à quitter ses colonies !

JEAN-CLAUDE (Gr. Kropotkine)

La recolonisation des terres

L'INJUSTE répartition des terres est l'une des causes de la mobilisation kanake. Celle-ci est, en effet, directement issue de la colonisation. Aujourd'hui, la propriété foncière est entre les mains d'une minorité d'origine européenne habitant à Nouméa.

La réforme foncière

La réforme foncière engagée à partir de 1978 eut pour origine un accroissement des tensions entre Mélanésiens et Caldoches. Déjà, en 1976, le rapport annuel du service des Domaines faisait état d'un « accroissement des litiges fonciers qui ne pourront être réglés que par le rachat des terres par le Territoire ». Ce compromis devait maintenir le statu quo, en ne remettant nullement en cause la présence prédominante des colons. Au contraire, cette réforme leur promettait une position « affermie (...) en faisant disparaître la cause principale d'incompréhension et de mésaventure entre ethnies », et de « considérer l'avenir sans inquiétude ».

Les restitutions de terres pouvaient prendre trois formes :

- agrandissement des réserves actuelles ;
- donation aux clans qui se chargeraient ensuite de la répartition ;
- accès à la propriété individuelle et privée.

Si la gauche fit preuve de conciliation pour préserver les intérêts caldoches, le gouvernement actuel ne s'embarrasse pas de tels artifices. Une de ses premières mesures fut de supprimer l'Office foncier, décrétant la réforme foncière officielle-

ment close. Ainsi, le 18 décembre 1986, se tenait la première réunion du conseil d'administration de l'A.D.R.A.F. (Agence de développement et d'aménagement foncier).

Pour son directeur, « la réforme foncière a été un échec. Elle a engendré une stérilisation du sol, une décheptalisation et un exode de la population de la brousse : il faut maintenant privilégier la finalité économique et encourager la réinstallation des jeunes éleveurs et agriculteurs ». L'objectif est donc clair : il s'agit de développer « la propriété individuelle » et privilégier « la rentabilité économique ».

Une situation explosive

L'A.D.R.A.F., cette machine de guerre au service de la reconquête de la brousse, voudrait également déterminer le choix de la production et l'utilisation des moyens de production. Elle entamerait également une réflexion sur le découpage des réserves et la distribution des terres en lots individuels !

De nombreux conflits vont sans aucun doute surgir, en particulier sur les terrains déjà distribués par l'ex-Office foncier mais non reconnus par l'A.D.R.A.F. Celle-ci considère en effet que les seules propriétés attribuées sont celles ayant fait l'objet d'une remise officielle de titre. Douze mille hectares sont ainsi concernés. Pour l'instant, le F.L.N.K.S. se limite à dénoncer la recolonisation, mais des affrontements peuvent survenir à tout moment.

J.-C.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.